

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

**RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 628

4 septembre 2000

**SOMMAIRE**

Banque Nationale de Paris (Luxembourg) S.A., Luxembourg	page	30121
BNP Paribas Luxembourg S.A., Luxembourg	30098,	30111
Corfi S.A., Luxembourg		30142
Dresdner RCM European Bond Fund		30121
Generalux, Sicav, Luxembourg		30144
Hifi-Video International, S.à r.l., Luxembourg	30124,	30125
Iako S.A., Luxembourg		30125
I.B.S. Compta S.A., Luxembourg	30125,	30126
IFCI Finance S.A.H., Luxembourg		30130
International Shoe Trading, S.à r.l., Luxembourg	30126,	30127
Leisure Resources International S.A., Luxembourg		30130
Levens Administration Office S.A., Mamer		30127
Loca Trans International Immo S.A., Luxembourg		30130
LuxPrivilège Plus, Sicav, Luxembourg		30132
LuxPrivilège, Sicav, Luxembourg		30131
Makiboa S.A., Luxembourg		30132
Matt-Immo, S.à r.l., Luxembourg		30130
Mecan S.A., Angelsberg		30133
Meg S.A., Luxembourg		30136
Mercury Selected Trust, Sicav, Senningerberg		30143
Moumont S.A., Luxembourg		30133
Natumed Vertriebs GmbH, Luxembourg		30140
Nessy Holding S.A., Luxembourg	30134,	30135
Net Distri S.A., Luxembourg		30136
Newport S.A., Luxembourg		30131
Oclir S.A., Luxembourg		30137
O.M.F.B. International Holding S.A.H., Luxembourg		30137
Oregon International S.A.H., Luxembourg-Kirchberg		30137
Paghera Holding S.A., Luxembourg		30138
Petresco, S.à r.l., Luxembourg	30138,	30139
PNA S.A., Luxembourg-Kirchberg		30141
Polygraphic Services International S.A., Luxembourg		30139
Precision Engineering S.A., Luxembourg		30140
Pri-Challenge Swiss Small and Mid-Cap Fund, Luxembourg		30141
Provac S.A., Luxembourg		30141
Queensland S.A., Luxembourg		30141
RH&Partner Investment Funds, Sicav, Luxembourg		30111
(La) Risette, S.à r.l., Mondorf-les-Bains		30131
Rolen S.A., Luxembourg		30142
RTL Plus S.A. & CO. KG		30143
Seamax S.A., Luxembourg		30132
SEB Lux Equity Fund, Fonds Commun de Placement		30121
Security Capital European Realty S.A., Luxembourg		30142
Security Capital European Services S.A., Luxembourg		30135
YSA Holding AG, Bascharage		30144

**BNP PARIBAS LUXEMBOURG**  
**(anc. PARIBAS LUXEMBOURG, BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS**  
**POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme).**

Siège social: Luxembourg.  
 R. C. Luxembourg B 6.754.

L'an deux mille, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG S.A., en abrégé PARIBAS LUXEMBOURG (la «Société»), ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 10A, boulevard Royal, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 6.754, constituée suivant acte notarié en date du 23 octobre 1964, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 103 du 3 novembre 1964. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 4 janvier 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 97 du 17 février 1999.

L'Assemblée est ouverte à dix-sept heures trente sous la présidence de Monsieur Pierre Schneider, administrateur-directeur général, demeurant à Luxembourg.

qui désigne comme secrétaire Madame Anne Kayser, conseiller juridique, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateurs Monsieur Joseph Winandy, membre du comité de direction, demeurant à Luxembourg et Monsieur Yvan Juchem, chargé de mission auprès du directeur général, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Approbation de la fusion de BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. et de BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG S.A., en abrégé PARIBAS LUXEMBOURG, en conformité avec le projet de fusion du 5 juin 2000.

2. Augmentation du capital social de la Société de 19.200.000,- Euros par l'émission de 520.000 actions sans mention de valeur nominale, par apport de tous les actifs et passifs de BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A.

3. Augmentation du capital autorisé de la Société jusqu'à un montant de 100.000.000,- d'Euros.

4. Attribution aux actionnaires de BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. des nouvelles actions.

5. Affectation de la prime de fusion à une réserve spéciale.

6. Nominations statutaires et décharge aux administrateurs.

7. Changement de dénomination sociale de la Société en BNP PARIBAS LUXEMBOURG.

8. Refonte des statuts.

9. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que la présente assemblée générale a été convoquée par courrier express en date du 7 juillet 2000.

IV.- Que la présente assemblée générale, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle quelle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions relatives aux fusions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales («LSC»), ont été respectées savoir:

1. Publication du projet de fusion établi par les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, le 16 juin 2000 soit un mois avant la date des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Etablissement d'un rapport écrit par les conseils d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent expliquant et justifiant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions.

3. Etablissement d'un rapport daté du 16 juin 2000 par un réviseur d'entreprises indépendant commun pour la société absorbée et pour la société absorbante à savoir KPMG AUDIT nommé suivant une ordonnance du 16 juin 2000.

4. Dépôt des documents exigés par l'article 267 LSC au siège social des deux sociétés un mois avant la date de la tenue des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents restera annexée aux présentes.

L'assemblée générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale approuve le projet de fusion entre la Société et la société anonyme BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 24, boulevard Royal (R.C.S. B 10.383) tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les organes de la société.

Conformément à l'article 266 LSC, le projet de fusion a fait l'objet d'un examen de KPMG AUDIT, réviseur d'entreprises, Luxembourg, qui conclut dans son rapport du 16 juin 2000 ci-annexé que les méthodes d'évaluation retenues par les conseils d'administration des sociétés fusionnant sont adéquates dans les circonstances telles que décrites par les administrateurs et que le rapport d'échange est pertinent et raisonnable.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de dix-neuf millions deux cent mille euros (EUR 19.200.000,-), pour le porter de son montant actuel de soixante millions d'euros (EUR 60.000.000,-) à soixante-dix-neuf millions deux cent mille euros (EUR 79.200.000,-) par l'émission de cinq cent vingt mille (520.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, en rémunération du transfert de l'ensemble du patrimoine de la société BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. à la Société.

Les actions nouvelles émises par la Société en contrepartie de l'apport à celle-ci de tous les actifs et passifs de la société BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. sont attribuées directement aux actionnaires de celle-ci, à raison de deux actions de la société absorbante pour cinq actions de la société absorbée.

Les actions nouvellement émises sont nominatives et leur inscription au nom des actionnaires de la société absorbée se fera au registre des actionnaires de la Société en date de ce jour.

La fusion entraîne de plein droit et simultanément la transmission universelle tant entre BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., société absorbée et PARIBAS LUXEMBOURG, société absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante.

Les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies, pour le compte de la société absorbante, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Tous pouvoirs sont conférés à Monsieur Pierre Schneider et/ou Madame Anne Kayser à l'effet de faire constater par acte notarié les immeubles qui sont transférés à la société absorbante par suite de la fusion avec la société absorbée en vue de la transcription au bureau des hypothèques.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital autorisé à cent millions d'euros (EUR 100.000.000,-). Les actionnaires existants bénéficieront d'un droit préférentiel de souscription pour les actions émises dans le cadre du capital autorisé.

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide d'affecter la différence entre la valeur nette de la société absorbée telle qu'elle résulte du rapport du réviseur indépendant et l'augmentation de capital décidée ci-avant à titre de prime de fusion à une réserve spéciale.

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Philippe Dulac comme administrateur et termine le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Benoit Henriot et les remercie de leurs bons et loyaux services rendus à la Société. Décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exécution de leur mandat.

L'assemblée générale décide de fixer le nombre d'administrateurs à quatorze et de nommer les personnes suivantes comme membres du conseil d'administration pour une durée expirant à la date de l'assemblée annuelle approuvant les comptes de l'exercice se terminant en l'an deux mille un:

- Monsieur Marc Assa, Président du Directoire du Groupe SOMMER-ALLIBERT, demeurant à L-7303 Steinsel, 9, rue des Noyers.

- Monsieur Edmond Israel, Président Honoraire de CLEARSTREAM INTERNATIONAL, demeurant à L-1631 Luxembourg, 59, rue Glesener, Résidence Le Dolmen.

- Monsieur Vivien Levy-Gardoua, Membre du Comité Exécutif du Groupe BNP PARIBAS, Responsable du pôle Banque Privée Gestion d'Actifs, demeurant à F-75016 Paris, 55, rue Boileau.

- Monsieur Gérard Lohier, Responsable de la BANQUE COMMERCIALE DE BANQUE ET FINANCE INTERNATIONALES du Groupe BNP PARIBAS, demeurant à F-75008 Paris, 12, rue Tronchet.

- Monsieur Jacques-Philippe Marson, Président du Directoire de BNP PARIBAS Securities Services, demeurant à F-75009 Paris, 12, place Edouard VII.

- Monsieur Jacques Poos, Administrateur de sociétés, demeurant à L-4240 Esch-sur-Alzette, 45, square Emile Mayrisch,

- Monsieur François Tesch, Administrateur-Délégué de LE FOYER FINANCE, demeurant à L-1899 Kockelscheuer, 45A, route de Bettembourg.

- Monsieur Gilles de Vaugrigneuse, Président Directeur Général de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, demeurant à F-75116 Paris, 14, rue Nicolo.

Suite aux nouvelles nominations, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Marc Assa, Président du Directoire du Groupe SOMMER-ALLIBERT, demeurant à L-7303 Steinsel, 9, rue des Noyers.

- Monsieur François Debiesse, Directeur de la BANQUE PRIVEE du Groupe BNP PARIBAS, demeurant à F-92200 Neuilly sur Seine, 16, avenue Sainte Foy.

- Monsieur Dominique Hoenn, Directeur Général du Groupe BNP PARIBAS, Membre du Comité Exécutif, demeurant à F-75007 Paris, 95, rue de Lille.

- Monsieur Edmond Israel, Président Honoraire de CLEARSTREAM INTERNATIONAL, demeurant à L-1631 Luxembourg, 59, rue Glesener, Résidence Le Dolmen.

- Monsieur Vivien Levy-Garboua, Membre du Comité Exécutif du Groupe BNP PARIBAS, Responsable du pôle Banque Privée Gestion d'Actifs, demeurant à F-75016 Paris, 55, rue Boileau.

- Monsieur Gérard Lohier, Responsable de la BANQUE COMMERCIALE DE BANQUE ET FINANCE INTERNATIONALES du Groupe BNP PARIBAS, demeurant à F-75008 Paris, 12, rue Tronchet.

- Monsieur Jacques Loesch, Docteur en Droit, Associé de l'étude DE BANDT, VAN HECKE, LAGAE & LOESCH, demeurant à L-1637 Luxembourg, 9, rue des Foyers.
- Monsieur Jacques-Philippe Marson, Président du Directoire de BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, demeurant à F-75009 Paris, 12, place Edouard VII.
- Monsieur Jacques Poos, Administrateur de sociétés, demeurant à L-4240 Esch-sur-Alzette, 45, square Emile Mayrisch,
- Monsieur Pierre Schneider, Administrateur-Directeur Général de BNP PARIBAS LUXEMBOURG, demeurant à L-2213 Luxembourg, 6, rue de Nassau.
- Monsieur Roger Sietzen, Président du Conseil d'Administration de LUXAIR et CARGOLUX, demeurant à L-1638 Senningerberg, 41, rue du Golf.
- Monsieur François Tesch, Administrateur-Délégué de LE FOYER FINANCE, demeurant à L-1899 Kockelscheuer, 45A, route de Bettembourg.
- Monsieur Marc Tetreau, Directeur Général de PARIBAS INTERNATIONAL, demeurant à F-75016 Paris, 27, rue Georges Sand.
- Monsieur Gilles de Vaugrigneuse, Président Directeur Général de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, demeurant à F-75116 Paris, 14, rue Nicolo.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination de la Société en BNP PARIBAS LUXEMBOURG sous réserve d'agrément ministériel.

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier les statuts de la Société pour leur donner la teneur suivante:

#### **Titre I<sup>er</sup>.- Dénomination - Siège - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme - Dénomination.** Il existe une société anonyme dénommée BNP PARIBAS LUXEMBOURG, régie par les lois en vigueur et par les présents statuts (ci-après la «Société»).

**Art. 2. Siège.** Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans une autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

La Société peut par décision du Conseil d'Administration créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet de faire, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation avec des tiers, dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, toutes opérations bancaires, financières, industrielles, commerciales, même immobilières, toutes opérations d'agence d'assurances par l'intermédiaire de personnes physiques dûment agréées, ainsi que toutes prises de participations par n'importe quelle voie et toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions prévues par la loi.

#### **Titre II.- Capital social - Actions - Obligations**

**Art. 5. Capital social - Capital autorisé.** Le capital social est fixé à soixante-dix-neuf millions deux cent mille euros (EUR 79.200.000,-), divisé en deux millions cent quarante-cinq mille (2.145.000) actions sans mention de valeur nominale.

Les actions peuvent, sur décision du Conseil d'Administration, être divisées en coupures, qui, réunies en nombre suffisant, même sans concordance de numéro, confèrent les mêmes droits que l'action. Le Conseil d'Administration peut également créer des certificats représentatifs de cent (100) actions ou d'un multiple de cent (100) actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social jusqu'à cent millions d'euros (EUR 100.000.000,-) par la création de nouvelles actions sans mention de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes. Cette autorisation est valable pour une durée de cinq ans prenant fin le 17 juillet 2005.

Le Conseil d'Administration est autorisé à et mandaté pour:

- réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par l'émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital, étant entendu que les actionnaires existants ont un droit préférentiel de souscrire les nouvelles actions;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

**Art. 6. Modification du capital social.** Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale, dont l'exécution peut être confiée au Conseil d'Administration.

L'assemblée générale peut également modifier la représentation du capital social par voie d'échange des titres existants contre d'autres, en nombre supérieur, égal ou moindre.

En principe, les nouvelles actions à souscrire en numéraire sont offertes par préférence aux propriétaires des actions existant au jour de l'émission au prorata du nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Le Conseil d'Administration décide si le non-usage total ou partiel, par certains propriétaires d'actions, de leur droit de préférence a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Le Conseil d'Administration peut, dans tous les cas, passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, mais en leur imposant le respect du droit éventuel de préférence ci-dessus, des conventions destinées à assurer la souscription, en tout ou en partie, des actions à émettre.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider dans les conditions prévues par la loi que tout ou partie des actions à créer ne seront point offertes, par préférence, aux propriétaires des actions existantes.

**Art. 7. Versements.** Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription doivent être faits aux époques que le Conseil d'Administration détermine.

Tout versement appelé s'impute sur l'ensemble des actions dont l'actionnaire est propriétaire.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire à tout appel de fonds sur les actions, doit bonifier à la Société les intérêts calculés au taux légal, à dater du jour de l'exigibilité du versement. Le Conseil d'Administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses actions, par une personne habilitée à cet effet, sans préjudice du droit de lui réclamer le restant dû, ainsi que tous dommages et intérêts, s'il y échet, et sans préjudice de l'exercice même simultané de tous autres moyens de droit. Les certificats représentant les actions ayant fait l'objet d'une telle vente n'auront plus aucune valeur.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés, est suspendu aussi longtemps que ces versements n'ont pas été effectués.

Le Conseil d'Administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs actions par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

**Art. 8. Nature des actions.** Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en a été totalement libéré, elles peuvent, à la demande du titulaire et à ses frais, être transformées en actions au porteur, moyennant, toutefois, l'agrément du Conseil d'Administration qui n'aura pas à justifier d'un refus éventuel.

**Art. 9. Cession des actions.** Aucun transfert d'action nominative, non entièrement libérée, ne peut avoir lieu, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale, pour chaque cession, du Conseil d'Administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

**Art. 10. Indivisibilité des actions.** Les droits et obligations attachés à une action la suivent en quelque main qu'elle passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

La Société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits à exercer contre elle, de même que pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales et de tous droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire par action.

Dans les cas où l'action viendrait à appartenir à plusieurs personnes indivisément ou bien à être soumis à usufruit, ou bien encore si elle était donnée en gage, les droits d'actionnaire seraient suspendus jusqu'à ce que les intéressés se sont mis d'accord pour la désignation, à l'égard de la Société, d'un titulaire ou d'un représentant unique.

**Art. 11. Ayants Cause et Créanciers.** Les ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition de scellés sur les livres, biens et valeurs de la Société, les frapper d'opposition, ni demander le partage ou la licitation du fonds social, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions des assemblées générales.

**Art. 12. Bons de caisse et obligations.** La Société peut, en tout temps, créer et émettre des bons de caisse ou obligations, hypothécaires ou autres, par décision du Conseil d'Administration.

De même, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, dans le cadre du capital autorisé ou autrement.

### **Titre III.- Administration - Direction - Contrôle**

**Art. 13. Conseil d'Administration.** La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme qui ne peut excéder six ans et en tout temps révocables par elle.

Les administrateurs sortants sont toujours rééligibles.

Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'assemblée générale annuelle qui procède à leur remplacement.

Les personnes morales peuvent faire partie du Conseil d'Administration. Elles sont représentées, comme administrateurs, aux délibérations du Conseil d'Administration par la personne physique qui les représente ou qui est déléguée à cet effet, sans que les tiers puissent exiger la justification de ses pouvoirs, la simple indication par le Conseil d'Administration de sa qualité de représentant ou de délégué des personnes morales est suffisante à cet égard.

**Art. 14. Présidence - Gestion.** Le Conseil d'Administration élit, parmi ses membres, un président et peut élire parmi ceux-ci un ou plusieurs vice-présidents.

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, conformément à l'article 60 de la Loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, à un comité de direction, qu'il soit composé de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs administrateurs, gérants ou autres mandataires susceptibles d'agir seuls ou conjointement. La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. Le Conseil d'Administration détermine l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachée à ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de subdéléguer.

Le Conseil d'Administration peut créer de temps en temps un ou plusieurs comités composés d'administrateurs et/ou de personnalités extérieures et auquel il peut attribuer les pouvoirs et les rôles qu'il juge appropriés.

Le Conseil d'Administration pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.

**Art. 15. Réunion.** Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président, ou à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans la convocation.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit, télex, télégramme ou télécopie à un de ses collègues délégation pour le représenter à une réunion du Conseil et y voter en son lieu et place. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues absents s'il est dûment mandaté à cet effet.

**Art. 16. Délibération.** Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Sauf le cas de force majeure, les décisions ne sont valables que si la majorité des membres du Conseil d'Administration est présente ou représentée. Toutefois, lorsqu'à une séance, le Conseil d'Administration ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, dans une seconde réunion tenue au plus tard dans la quinzaine, délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la précédente séance, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Si dans une séance du Conseil d'Administration réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu du paragraphe précédent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil d'Administration.

Il est spécialement rendu compte à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

Chaque administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, et la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion,

Nonobstant les dispositions qui précèdent, le Conseil d'Administration pourra prendre également, à l'unanimité, des résolutions par voie circulaire en exprimant sa décision au moyen d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions signées par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est la date de la dernière signature.

**Art. 17. Procès-verbaux.** Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont pris part aux délibérations.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, sont valablement signés par le Président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un membre du comité de direction ou par toute personne habilitée à cet effet par le Conseil.

**Art. 18. Pouvoirs du Conseil.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la Société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration procède en outre, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir en vertu de l'article quatorze alinéa deux ci-dessus ou autrement, à la nomination ou à la révocation des directeurs, agents, employés et salariés de la Société, ainsi qu'à la détermination de leurs attributions, pouvoirs, rémunérations, traitements, salaires et émoluments.

En cas de création et démission d'obligations et de bons de caisse, hypothécaires ou autres, le Conseil d'Administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, détermine le montant de l'émission, le nombre, le type, le taux d'intérêt, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement des obligations et des bons de caisse, les garanties spéciales qui y seraient affectées, ainsi que toutes autres conditions.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la Société, par le Conseil d'Administration aux poursuites et diligences, soit de son président, soit d'un administrateur-délégué, soit d'un administrateur et d'un membre du comité de direction sans qu'ils aient à justifier, vis-à-vis des tiers, d'une délibération spéciale du Conseil. Les exploits pour ou contre la Société sont valablement faits au nom de la Société seule.

**Art. 19. Signatures.** Tous les actes engageant la Société, tous pouvoirs et procurations, toutes nominations ou révocations d'agents, employés ou salariés de la Société sont, à défaut d'une délégation donnée par une délibération du Conseil d'Administration en vertu de l'article quatorze alinéa deux ci-dessus ou autrement, signés conjointement soit

par deux administrateurs soit par un administrateur et un membre du comité de direction, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil.

La Société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures des personnes habilitées à signer au nom et pour le compte de la Société en vertu de l'alinéa précédent.

**Art. 20. Contrôle.** Les comptes de la Société seront surveillés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises conformément aux dispositions légales.

**Art. 21. Indemnités.** L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une indemnité ou des jetons de présence.

Les administrateurs sont en droit de se faire rembourser leurs frais de voyage et de séjour.

Le Conseil d'Administration peut également accorder aux administrateurs chargés de délégations, fonctions ou missions spéciales, permanentes ou temporaires, des indemnités fixes ou variables, à prélever sur les frais généraux.

**Art. 22. Année sociale.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

#### **Titre IV.- Assemblée générale**

**Art. 23. Pouvoirs.** L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire, autoriser ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

**Art. 24. Représentation.** Les actionnaires peuvent se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire qui ne doit pas être actionnaire.

Le Conseil d'Administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées à l'endroit et dans le délai qu'il fixe.

**Art. 25. Convocation.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

**Art. 26. Assemblée générale ordinaire.** Chaque année il est tenu une assemblée générale ordinaire qui se réunit le premier mercredi du mois d'avril dans la Commune de Luxembourg à onze heures et à l'endroit indiqué dans les convocations. Si le premier mercredi du mois d'avril est un jour férié, l'assemblée générale a lieu le jour ouvrable suivant, au même endroit et à la même heure.

**Art. 27. Dépôt d'actions.** Pour assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions au porteur doivent, cinq jours francs au moins avant la réunion, déposer leurs actions aux endroits et dans les établissements que le Conseil d'Administration désigne dans les convocations.

Ils sont admis à l'assemblée générale sur la production d'un certificat constatant ce dépôt.

Les propriétaires d'actions nominatives ne sont admis à l'assemblée générale que si leurs actions sont inscrites à leur nom au moins douze jours francs avant la réunion. Tout transfert d'actions nominatives sur le registre des actionnaires est suspendu pendant ce délai.

**Art. 28. Nombre de voix.** Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 29. Ordre du jour.** L'assemblée générale ne délibère que sur les objets portés à l'ordre du jour.

L'ordre du jour ne peut comprendre que les propositions du Conseil d'Administration et celles signées par des actionnaires représentant au moins un cinquième des actions.

Aucune autre proposition que celles figurant à l'ordre du jour ne peut être mise en délibération.

**Art. 30. Bureau.** L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, en cas d'empêchement, par une personne que l'assemblée élira.

Le président de l'assemblée générale désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs. Le bureau statue à la majorité sur toutes questions se rapportant au droit d'assister ou de prendre part à l'assemblée et sur toutes questions se rapportant au mode de délibération et de vote.

**Art. 31. Décisions.** Sauf dans les cas déterminés par la loi, l'Assemblée statue valablement quel que soit le nombre des actions représentées et les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

Les nominations des administrateurs et les votes sur tous objets quelconques n'ont lieu au scrutin secret que si la demande en est faite par la moitié des membres de l'Assemblée au moins.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

**Art. 32. Modifications aux statuts.** L'assemblée générale des actionnaires, en se conformant aux dispositions légales en vigueur, peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Toutefois elle ne peut ni changer la nationalité de la Société ni augmenter les engagements des actionnaires si ce n'est à l'unanimité de tous les actionnaires et de tous les obligataires.

**Art. 33. Procès-verbaux.** Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un membre du comité de direction ou par toute personne habilitée à cet effet.

### **Titre V.- Bilan - Réserve - Dividendes**

**Art. 34. Ecritures sociales.** Le trente et un décembre de chaque année les écritures sociales sont arrêtées et l'exercice clôturé.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dressera le bilan et le compte de profits et pertes en conformité avec la loi.

**Art. 35. Répartition des bénéfices.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes les charges, des frais généraux, des amortissements nécessaires, des dépréciations pour moins-value, d'une provision suffisante pour couvrir les impôts dus sur les bénéfices imposables de l'exercice, constitue le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice sont prélevés cinq pour cent pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social souscrit, mais il reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve se trouve entamée.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale. Le Conseil d'Administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après le prélèvement prévu sous l'alinéa qui précède, soit à des reports à nouveau, soit à des fonds spéciaux de réserve ou de provision et cette proposition émanant du Conseil ne peut être amendée ou rejetée que par un vote de l'assemblée générale réunissant les trois quarts des voix pour lesquelles il a été pris part au vote.

Le Conseil d'Administration détermine l'époque et le lieu du paiement des dividendes.

Le Conseil d'Administration peut également décider la distribution d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

### **Titre VI.- Dissolution - Liquidation**

**Art. 36. Perte du capital social.** En cas de perte de la moitié du capital social souscrit, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les conditions légales la question de la dissolution de la Société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'Assemblée.

**Art. 37. Liquidation.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation est faite suivant le mode indiqué par l'assemblée générale qui nomme le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation, l'actif net sert d'abord à rembourser aux actions le montant du capital exprimé. Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder au remboursement, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'égalité entre toutes actions, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés soit par des remboursements préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les actions.

### **Titre VII. Dispositions générales**

**Art. 38. Election de domicile.** Pour l'exécution des présentes, chaque actionnaire ou administrateur non domicilié à Luxembourg, est tenu d'y élire domicile; faute de quoi, il est censé avoir élu domicile au siège de la Société, où toutes notifications, significations, lettres recommandées peuvent lui être valablement faites ou adressées.

#### *Constatation*

Le notaire soussigné, conformément à l'article 271, alinéa 2, de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en français, suivi d'une version anglaise, sur la demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état civil et demeure, les comparants ont signé avec le notaire, le présent acte.

#### **Suit la traduction anglaise du procès-verbal qui précède:**

In the year two thousand, on the seventeenth day of July.

Before Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg.

Was held:

The extraordinary general meeting of shareholders of the public limited company («société anonyme») BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG S.A., PARIBAS LUXEMBOURG in abbreviated form (the «Company»), having its registered office in L-2449 Luxembourg, 10A, boulevard Royal, registered at the Companies' Register of Luxembourg under the number B 6.754, incorporated pursuant to a notarial deed of 23 October 1964, published in the Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 103 of 3 November 1964. The articles of incorporation have been amended several times and most recently on 4 January 1999, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 97 of 17 February 1999.

The general meeting is opened at 5.30 p.m. under the chairmanship of Mr Pierre Schneider, administrateur-directeur général, residing in Luxembourg, who appoints Ms Anne Kayser, conseiller juridique, residing in Luxembourg, as secretary.



The general meeting chooses Mr Joseph Winandy, membre du comité de direction, residing in Luxembourg, and Mr Yvan Juchem, chargé de mission auprès du directeur général, residing in Luxembourg, as scrutineers.

The bureau of the meeting thus constituted, the Chairman declares and asks the notary to state the following:

I.- That this extraordinary general meeting has the following agenda:

1. Approval of the merger of BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. and BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG S.A., PARIBAS LUXEMBOURG in abbreviated form, in accordance with the merger project of 5 June 2000.

2. Increase of the share capital of the Company by 19,200,000.- euros by issuing 520,000 shares without par value, by contributing all the assets and liabilities of the BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A.

3. Increase of the Company's authorised capital to the amount of 100,000,000.- euros.

4. Allocation of the new shares to the shareholders of BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A.

5. Allocation of the merger premium to a special reserve.

6. Statutory appointments and discharge to the directors.

7. Change of the Company's corporate name to BNP PARIBAS LUXEMBOURG.

8. Amendment of the articles of incorporation.

9. Further matters.

II.- That the shareholders present or represented, the representatives of the represented shareholders, and the number of shares they hold are indicated on an attendance list; this attendance list, after having been signed by the shareholders present, the representatives of the represented shareholders and the members of the board, shall remain attached to these minutes in order to be submitted to the formalities of registration. The proxies of the represented shareholders shall equally remain attached to these minutes, after having been signed *in varietur* by the parties.

III.- That the present general meeting was convened by express mail on 7 July 2000.

IV.- That the present general meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate, such as constituted, on all the items on the agenda.

V.- That the provisions relating to mergers of the law of 10 August 1915, as amended, relating to commercial companies («LCC»), have been respected *i.e.*:

1. Publication of the merger project, established by the boards of directors of the merging companies, in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations*, on 16 June 2000, that is one month before the day of the general meetings called to reach a decision on the merger project.

2. Drawing up of a written report by the boards of directors of each of the merging companies to explain and justify the merger project and, in particular, the share exchange ratio.

3. Drawing up of a report dated 16 June 2000 by an independent joint auditor for the absorbed company and the absorbing company, namely KPMG AUDIT, appointed by a court decree of 16 June 2000.

4. Filing of the documents required by article 267 LCC at the registered office of the companies one month before the day on which the general meetings are held in order for them to be examined by the shareholders.

A certificate testifying the filing of these documents shall remain attached to these minutes.

The general meeting, after having discussed the merger project, unanimously passed the following resolutions:

#### *First resolution*

The general meeting approves the merger project between the Company and the public limited company («société anonyme») BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., having its registered office in L-2449 Luxembourg, 24, boulevard Royal (R.C.S. B 10.383), such as this merger project has been published and approved by the board of directors of the Company.

In accordance with article 266 LCC, the merger project has been examined by KPMG AUDIT, auditors, Luxembourg, who in its report dated 16 June 2000 concludes that the methods of valuation applied by the board of directors of the merging companies are appropriate under the circumstances described by the directors and that the exchange rate is reasonable. This report remains attached hereto.

#### *Second resolution*

The general meeting resolves to increase the share capital by nineteen million and two hundred thousand euros (EUR 19,200,000.-) to increase it from its present sixty million euros (EUR 60,000,000.-) to seventy-nine million and two hundred thousand euros (EUR 79,200,000.-) by issuing five hundred and twenty thousand (520,000) new shares without par value, by way of remuneration of the transfer of all the assets of the company BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. to the Company.

The new shares issued by the Company in return for the contribution to the latter of all the assets and liabilities of the company BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. are allocated directly to the shareholders of the absorbed company, at the rate of two shares of the absorbing company for five shares of the absorbed company.

The newly issued shares are in registered form and the registration of the shareholders of the absorbed company shall be made in the register of shareholders of the Company on this day.

The merger entails rightfully and simultaneously the universal transfer between BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., the absorbed company, and PARIBAS LUXEMBOURG, the absorbing company, as well as towards third parties, of all the assets and liabilities of the absorbed company to the absorbing company.

Mr Pierre Schneider and/or Mrs Anne Kayser are authorised to describe in a notarial deed the real estate which is contributed by the absorbed company to the absorbing company by virtue of this merger for registration purposes.

The transactions of the absorbed company are considered as completed on behalf of the absorbing company as of 1 January 2000 for according purposes.

*Third resolution*

The general meeting resolves to increase the authorised capital to one hundred million euros (EUR 100,000,000.-). The existing shareholders will have a preferential subscription right for the shares issued within the limits of the authorised capital.

*Fourth resolution*

The general meeting resolves to allocate the difference between the net assets of the absorbed company such as it results from the report of the independent auditor and the amount of the increase of capital here-above decided as a merger premium to a special reserve.

*Fifth resolution*

The general meeting accepts the resignation of Mr Philippe Dulac as director and terminates the mandate of director of Mr Jean-Benoît Henriet and thanks them for their good and loyal services rendered to the Company. It grants them full and entire discharge for the execution of their mandate.

The general meeting resolves to set the number of directors at fourteen and to appoint the following persons as members of the board of directors for a term expiring on the day of the annual meeting approving the accounts of the fiscal year ending in the year two thousand and one:

- Mr Marc Assa, Président du Directoire du Groupe SOMMER-ALLIBERT, residing in L-7303 Steinsel, 9, rue des Noyers.
- Mr Edmond Israel, Président Honoraire de CLEARSTREAM INTERNATIONAL, residing in L-1631 Luxembourg, 59, rue Glesener, Residence Le Dolmen.
- Mr Vivien Levy-Garboua, Membre du Comité Exécutif du Groupe BNP PARIBAS, Responsable du pôle Banque Privée Gestion d'Actifs, residing in F-75016 Paris, 55, rue Boileau.
- Mr Gérard Lohier, Responsable de la BANQUE COMMERCIALE DE BANQUE ET FINANCE INTERNATIONALES du Groupe BNP PARIBAS, residing in F-75008 Paris, 12, rue Tronchet.
- Mr Jacques-Philippe Marson, Président du Directoire de BNP PARIBAS Securities Services, residing in F-75009 Paris, 12, place Edouard VII.
- Mr Jacques Poos, Administrateur de sociétés, residing in L-4240 Esch-sur-Alzette, 45, square Emile Mayrisch,
- Mr François Tesch, Administrateur-Délégué de LE FOYER FINANCE, residing in L-1899 Kockelscheuer, 45A, route de Bettembourg.
- Mr Gilles de Vaugrigneuse, Président Directeur Général de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, residing in F-75116 Paris, 14, rue Nicolo.

Further to these appointments, the board of directors is thus composed as follows:

- Mr Marc Assa, Président du Directoire du Groupe SOMMER-ALLIBERT, residing in L-7303 Steinsel, 9, rue des Noyers.
- Mr François Debiesse, Directeur de la Banque Privée du Groupe BNP PARIBAS, residing in F-92200 Neuilly sur Seine, 16, avenue Sainte Foy.
- Mr Dominique Hoenn, Directeur Général du Groupe BNP PARIBAS, Membre du Comité Exécutif, residing in F-75007 Paris, 95, rue de Lille.
- Mr Edmond Israel, Président Honoraire de CLEARSTREAM INTERNATIONAL, residing in L-1631 Luxembourg, 59, rue Glesener, Residence Le Dolmen.
- Mr Vivien Levy-Garboua, Membre du Comité Exécutif du Groupe BNP PARIBAS, Responsable du pôle Banque Privée Gestion d'Actifs, residing in F-75016 Paris, 55, rue Boileau.
- Mr Gérard Lohier, Responsable de la BANQUE COMMERCIALE DE BANQUE ET FINANCE INTERNATIONALES du Groupe BNP PARIBAS, residing in F-75008 Paris, 12, rue Tronchet.
- Mr Jacques Loesch, Docteur en Droit, Associé de l'étude DE BANDT, VAN HECKE, LAGAE & LOESCH, residing in L-1637 Luxembourg, 9, rue des Foyers.
- Mr Jacques-Philippe Marson, Président du Directoire de BNP PARIBAS Securities Services, residing in F-75009 Paris, 12, place Edouard VII.
- Mr Jacques Poos, Administrateur de sociétés, residing in L-4240 Esch-sur-Alzette, 45, square Emile Mayrisch,
- Mr Pierre Schneider, Administrateur-Directeur Général de BNP PARIBAS LUXEMBOURG, residing in L-2213 Luxembourg, 6, rue de Nassau.
- Mr Roger Sietzen, Président du Conseil d'Administration de LUXAIR et CARGOLUX, residing in L-1638 Senningerberg, 41, rue du Golf.
- Mr François Tesch, Administrateur-Délégué de LE FOYER FINANCE, residing in L-1899 Kockelscheuer, 45A, route de Bettembourg.
- Mr Marc Tetreau, Directeur Général de PARIBAS INTERNATIONAL, residing in F-75016 Paris, 27, rue Georges Sand.
- Mr Gilles de Vaugrigneuse, Président Directeur Général de BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT, residing in F-75116 Paris, 14, rue Nicolo.

*Sixth resolution*

The general meeting resolves to change the name of the Company to BNP PARIBAS LUXEMBOURG, subject to the ministerial agreement.

*Seventh resolution*

The general meeting resolves to amend the articles of incorporation of the Company to give them the following content:

### **Title I.- Name - Registered Office - Purpose - Duration**

**Art. 1. Form - Name.** There exists a public limited company («société anonyme») under the name of BNP PARIBAS LUXEMBOURG, governed by the applicable laws and these articles of incorporation (hereinafter the «Company»).

**Art. 2. Registered Office.** The registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to another municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the Board of Directors.

The Company may establish subsidiaries, branches, and other offices in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Board of Directors.

In the event that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities at the registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Such transfer of the registered office shall be declared and be brought to the attention of third parties by one of the Company's officers entitled to bind it for the current and day-to-day management.

**Art. 3. Purpose.** The purpose of the Company is to carry out any banking, financial, industrial, commercial and even real estate transactions, and any insurance agency transactions by the intermediary of duly authorised civil persons, as well as any acquisition of holdings by any way and all transactions that may appear useful in the exercise of its purpose, on its own behalf and that of third parties or with the participation of third parties in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 4. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time. It may be dissolved by a resolution of the general meeting deciding in the conditions foreseen by the law.

### **Title II.- Share Capital - Shares - Bonds**

**Art. 5. Share Capital - Authorised Capital.** The share capital is set at seventy-nine million two hundred thousand euros (EUR 79,200,000.-), divided into two million one hundred and forty-five thousand (2,145,000) shares without par value.

The shares may, upon decision by the Board of Directors, be divided into coupons which, in sufficient numbers, even without concordance of numbers, confer the same rights as the shares. The Board of Directors may also create certificates representing one hundred (100) shares or multiples of one hundred (100) shares.

The Board of Directors is entitled to increase the share capital to one hundred million euros (EUR 100,000,000.-) by creating new shares without par value, enjoying the same rights and advantages as the existing shares. This authorisation is valid for a duration of five years ending on 17 July 2005.

The Board of Directors is authorised and appointed:

- to realise this increase of capital, in one time or by successive instalments, by issuing new shares to be paid up by cash payments, by contributions in kind, by transforming accounts receivable or, upon approval by the general annual meeting, by way of incorporating the profits or reserves into the capital; the existing shareholders will have a preferential right to subscribe the new shares;

- to set the place and date for the issue, or successive issues, the issue price, the conditions and methods for subscription and the paying up of the new shares.

Following each realised increase of capital, duly recorded in accordance with legal formalities, the first paragraph of this article shall be amended so as to correspond to the undertaken increase; this amendment shall be recorded in the authentic form by the Board of Directors or by any person appointed to this purpose.

The Company may redeem its own shares under the conditions foreseen by the law.

**Art. 6. Modification of the Share Capital.** The share capital may be increased or decreased in one or more times, upon decision by the general meeting, the execution of which may be entrusted to the Board of Directors.

The general meeting may also modify the representation of the share capital by means of an exchange of existing shares for others, in higher, equal or lower number.

Generally the new shares to be subscribed in cash are offered, by preference to the owners of the shares existing on the day of issue, on a pro rata basis according to the number of shares held by each of them.

The Board of Directors decides whether the fact that some owners of shares do not make use of their preferential right, or use it in part only, has for effect or not to increase the proportional part of the others.

The Board of Directors may, in any case, conclude agreements with any third party, in order to guarantee the subscription of all or some of the shares to be issued, on the terms and conditions that it will determine, while imposing the respect of the possible preferential right mentioned here above.

However, notwithstanding the above, the general meeting may always decide, under the conditions foreseen by the law, that all or some of the shares to be created shall not be offered by preference to the owners of already existing shares.

**Art. 7. Payments.** The payments to be made on the shares not yet entirely paid up at the moment of their subscription must be made at the time determined by the Board of Directors.

Every payment called for is charged to all the shares owned by the shareholder.

The shareholder who, after fifteen days' notice by registered letter, is late in satisfying any call for funds on the shares, must pay to the Company an interest, calculated at the legal rate as from the day on which the payment was due. The Board of Directors may, in addition, after a second notice having remained unanswered for a period of one month, pronounce the shareholder's forfeit and have its shares sold by a person authorised to this purpose, without prejudice

to the right of asking the remaining dues of them, as well as all damages, if they fail to do so, and without prejudice to the simultaneous exercise of all the other legal means. The certificates representing shares that have been sold shall no longer be of value.

The exercise of the voting rights relating to the shares for which the payments have not yet been made, is suspended for as long as these payments have not been made.

The Board of Directors may authorise the shareholders to pay up their shares in advance; in this case, it determines the conditions on which these anticipatory payments are admissible.

**Art. 8. Form of the Shares.** The shares remain in registered form until they are fully paid up. When they are fully paid up they may, upon the holders' request and at their costs, be changed into bearer shares with the Board of Directors' consent which needs not justify a possible refusal.

**Art. 9. Transfer of the Shares.** No transfer of not fully paid up registered shares can take place, unless a special authorisation for each transfer is given by the Board of Directors in favour of the authorised creditor.

**Art. 10. Indivisibility of the Shares.** The rights and obligations remain attached to the shares, no matter who owns them. The ownership of a share entails rightful adhesion to these articles of incorporation and to the decisions taken by the general meeting.

The Company recognises only one owner per share concerning the rights to be exercised against it, as well as the exercise of the voting rights at the general meetings and all other rights granted to the shareholders.

In case a share happens to be owned jointly by several persons or to be subject to usufruct, or if it is pledged, the shareholder's rights are suspended until the interested parties have agreed to appoint, vis-à-vis the Company, one single holder or representative.

**Art. 11. Legal Successors and Creditors.** The legal successors or creditors of a shareholder may under no circumstances whatsoever cause seals to be put on the books, assets and securities of the Company, nor oppose or ask the division or the auctioning of the social fund, nor interfere in any way in its administration. They must, in order to exercise their rights, refer to the balance sheets of the company and to the decisions taken at the general meetings.

**Art. 12. Short-Term Notes and Bonds.** The Company may, at any time, create and issue short-term notes or bonds, hypothecary or other, upon decision by the Board of Directors.

The Board of Directors is also authorised to issue debenture bonds, convertible or not, under the form of bearer bonds or other, under any denomination whatsoever and payable in any currency whatsoever, within the authorised capital or otherwise.

### **Title III.- Administration - Direction - Control**

**Art. 13. Board of Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of no less than three members, who need not be shareholders of the Company. They are appointed by the general meeting for a term not exceeding six years and may be removed by it at any time.

The outgoing directors are always re-eligible.

The mandate of the outgoing directors ceases immediately after the general annual meeting that replaces them.

Legal entities may be part of the Board of Directors. They are represented, as directors, at the deliberations of the Board of Directors by the civil person representing them or delegated to this purpose, without third parties being allowed to require a justification of its powers. The mere indication by the Board of Directors of its quality as representative or delegate of the legal entities suffices in this respect.

**Art. 14. Chairman - Management.** The Board of Directors chooses from among its member a chairman and may elect among them one or more vice-chairmen.

The Board of Directors may delegate the day-to-day management of the Company and the representation of the Company concerning this management, in accordance with article 60 of the Law of 10 August 1915, as amended, relating to commercial companies, to an executive committee that may be composed of its own members or not, or to one or several directors, managers or other representatives entitled to act alone or jointly. The delegation to a member of the Board of Directors is subject to the previous authorisation by the general meeting. The Board of Directors determines the extent of the powers, the conditions of withdrawal and the remuneration attached to this delegation of powers, including the power to sub-delegate.

The Board of Directors may create from time to time one or more committees composed of directors and/or outside persons, to which it may attribute the powers and duties that it deems appropriate.

The Board of Directors may also confer special powers to one or several representatives of its choice.

**Art. 15. Board Meetings.** The Board of Directors meets, upon notification and under the chairmanship of its chairman, or in case of his impediment, of a vice-chairman, or in their absence of a director appointed by his colleagues, as often as the interest of the Company or every time that at least two directors require it.

The meetings are held in the place indicated in the convening notice.

Any impeded or absent director may give, by writing, telex, telegram or fax, delegation to one of his colleagues to represent him at a Board meeting and to vote in his stead. A director may represent several of his absent colleagues if he has been duly appointed to that effect.

**Art. 16. Deliberations.** The resolutions of the Board of Directors are passed at majority vote; in case the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. Except in cases of force majeure the resolutions are only valid if the majority of the members of the Board of Directors are present or represented. However, if at a meeting of the Board of Directors not enough directors were present or represented, it may, in a second meeting held at the latest within the fortnight, deliberate on the items of the agenda of the previous meeting, no matter how many members are present or represented.

If a director has an opposed interest to that of the Company in a transaction subject to approval by the Board of Directors, he has to inform the Board thereof and to have it mentioned in the minutes of that meeting. He may not take part in these deliberations.

If during a meeting of the Board of Directors convening the required majority in order to deliberate validly, one or more directors abstain by virtue of the preceding paragraph, the resolutions are validly passed at the majority of the other Board members.

At the first general meeting, before any vote on other resolutions, the Board of Directors is informed of all transactions in which one of the directors would have an opposed interest to that of the Company.

Each director may take part in a Board meeting by means of a conference call or other similar communications equipment by which all persons participating in the meeting can hear each other, and participation in a meeting by these means is considered as personal attendance at this meeting.

Notwithstanding the preceding, the Board of Directors may pass resolutions unanimously by circular means expressing its decision in one or several documents stating the resolutions, signed by all the members of the Board of Directors without exception. The date of such a resolution is that of the last signature.

**Art. 17. Minutes.** The deliberations of the Board of Directors are recorded in minutes signed by the majority of members having taken part in these deliberations.

The copies or extracts to be produced in court or elsewhere, are validly signed by the Chairman of the Board of Directors or by two directors or by one director and one member of the executive committee or by any other person authorised to that effect by the Board.

**Art. 18. Powers of the Board of Directors.** The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration or disposition within the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board of Directors undertakes, in addition, unless this power had been delegated by virtue of article fourteen paragraph two here above or otherwise, the appointment or dismissal of the managers, officers and employees of the Company, as well as the determination of their allocations, powers, remunerations, wages, salaries and emoluments.

In case bonds and short-term notes, whether hypothecary or not, are created and issued, the Board of Directors, unless this power has been delegated, determines the amount of the issue, the number, the type, the interest rate, the method and time for paying off and reimbursement the bonds and short-term notes, the special guarantees assigned to them, as well as any other conditions.

The legal proceedings, whether as plaintiff or as defendant, are initiated and followed, in the name of the Company, by the Board of Directors at the proceedings and requests either of its chairman, or of a managing director, or of a director and a member of the executive committee without the need for them justifying of a special resolution of the Board to third parties. The writs for or against the Company are validly made in the name of the Company alone.

**Art. 19. Signatures.** All the acts committing the Company, all the powers and proxies, all the appointments or dismissals of agents, officers and employees of the Company are in the absence of a delegation given by a deliberation of the Board of Directors by virtue of article fourteen paragraph two here above or otherwise, signed jointly by two directors or by one director and one member of the executive committee who need not justify a previous decision of the Board to third parties.

The Company is only bound and the acts undertaken in its name are only valid by means of the signatures of the persons authorised to sign in the name and on behalf of the Company by virtue of the preceding paragraph.

**Art. 20. Control.** The Company's accounts are supervised by one or several auditors in accordance with the law.

**Art. 21. Indemnification.** The general meeting may grant an indemnification or director's fees to the directors. The directors are entitled to get reimbursed for their travelling and accommodation expenses.

The Board of Directors may also grant to the directors in charge of delegations, functions or special missions, whether permanent or temporary, fixed or variable indemnifications to be charged to the general expenses account.

**Art. 22. Accounting Year.** The accounting year starts on the first of January and finishes on the thirty-first of December of every year.

#### **Title IV.- General Meeting**

**Art. 23. Powers.** The regularly convened general meeting represents the entire body of shareholders of the Company.

The general meeting has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 24. Representation.** The shareholders may be represented at the general meetings by a representative who need not be a shareholder of the Company.

The Board of Directors may determine the form of the proxies and require that they be deposited at the place and time as indicated.

**Art. 25. Convening Notices.** The convening notices for the general meetings have to be made in accordance with the legal provisions.

They are not necessary if all the shareholders are present or represented and declare to have had previous knowledge of the agenda.

**Art. 26. Ordinary General Meeting.** An ordinary general meeting is held every year on the first Wednesday in April in Luxembourg City at 11.00 a.m. and place indicated in the convening notice. If the first Wednesday of April is a legal holiday, the general meeting shall take place on the following working day at the same time and place.

**Art. 27. Deposit of Shares.** In order to attend the general meetings the owners of the bearer shares have to deposit their shares at the place and in the institutions indicated by the Board of Directors in the convening notice, at least five clear days before the meeting.

They are admitted to the general meeting by producing a certificate recording this deposit.

The owners of registered shares are only admitted to the general meeting if their shares are registered in their name at least twelve clear days before the meeting. Any transfer of registered shares in the register of shareholders is suspended during this period.

**Art. 28. Number of Votes.** Each share entitles its owner to one vote.

**Art. 29. Agenda.** The general meeting only deliberates on the items noted on the agenda.

The agenda may only contain the proposals of the Board of Directors and those signed by the shareholders representing at least one fifth of the shares.

No proposal which is not on the agenda may be deliberated upon.

**Art. 30. Bureau.** The general meeting is presided over by the chairman of the Board of Directors or, in case of impediment, by a person elected by the meeting.

The chairman of the general meeting appoints the secretary. The meeting chooses from among its members two scrutineers. The bureau decides by majority on any questions relating to the right to attend or take part in the meeting and on all the questions relating to the way of deliberating and voting.

**Art. 31. Decisions.** Except in the cases determined by law, the Meeting decides validly, no matter how many shares are represented, and the decisions are taken by simple majority of votes.

The appointment of the directors and the votes on any subject only take place under secret ballot if at least half the members of the meeting require it.

In the case of appointments, if no candidate receives the majority, a second ballot is undertaken between the two candidates who received most of the votes. In case of equal suffrages at this second ballot, the older of the candidates is elected.

**Art. 32. Amendments to the Articles of Incorporation.** The general meeting of shareholders may amend all the provisions of the articles of incorporation in compliance with the law.

However, it may neither change the nationality of the Company, nor increase the shareholders' liabilities unless approved unanimously by all the shareholders and debenture holders.

**Art. 33. Minutes.** The minutes of the general meetings are signed by the members of the bureau and by the shareholders who ask to do so.

Copies or extracts to be produced in court or elsewhere are signed by the chairman of the Board of Directors or by two directors or by one director and one member of the executive committee, or by any other person authorised to do so.

#### **Title V.- Balance - Reserve - Dividends**

**Art. 34. Accounts.** On the thirty-first of December of each year the accounts are closed and the financial year is ended.

At the end of each financial year, the Board of Directors shall draw up the balance sheet and the profit and loss account in accordance with the law.

**Art. 35. Distribution of Profits.** The net profits of the Company consist of the credit surplus, after deduction of all the charges, general expenses, necessary amortisation, depreciation, and a sufficient provision to cover the taxes due on the taxable benefits of the financial year.

Five per cent of such profits are deducted to constitute the legal reserve. This deduction ceases to be obligatory when the said reserve reaches one tenth of the subscribed share capital, but it is taken up again if, for any reason whatsoever, the said reserve has been broken into.

The balance is at the general meeting's disposal. The Board of Directors may suggest to the general meeting to allocate all or part of the net profits, after the deduction foreseen in the preceding paragraph, either to balance brought forward, or to special reserve funds. This suggestion from the Board may be amended or rejected by a vote of the general meeting collecting three fourths of the votes having participated in the vote.

The Board of Directors sets the time and place for the payment of dividends.

The Board of Directors may also decide on the distribution of interim dividends under the conditions set forth by law.

#### **Title VI.- Dissolution - Liquidation**

**Art. 36. Loss of Share Capital.** In case half the subscribed share capital is lost, the directors must submit the matter of dissolving the Company to the general meeting deliberating under the legal conditions.

If the loss reaches three fourths of the capital, the dissolution may be decided upon by the shareholders holding one fourth of the shares represented at the Meeting.

**Art. 37. Liquidation.** If the Company is dissolved, the liquidation is carried out in the manner prescribed by the general meeting which appoints the liquidator(s), determines their powers and sets their emoluments.

After payment of all the debts and charges and liquidation expenses, the net assets shall first be used to reimburse to the shareholders the amount of the expressed share capital. If the shares have not all been paid up in equal proportion, the liquidators must, before undertaking the reimbursement, take into account this diversity of the situation and restore equality among all the shares, either by calling supplementary funds charged against the insufficiently paid up securities, or by prior reimbursement for the benefit of the paid up shares in higher proportions.

The available surplus is distributed equally among all the shares.

**Title VII.- Final Provisions**

**Art. 38. Choice of Residence.** In order to execute these articles, each shareholder or director having no domicile in Luxembourg must choose a domicile, failing which he is supposed to have chosen the Company's registered office as domicile, and all communications, notifications, and registered letters may be validly made or sent to that address.

*Declaration*

The undersigned notary, in accordance with article 271, paragraph 2 of the law of 10 August 1915, as amended, relating to commercial companies, declares to have verified and certifies the existence of the acts and formalities imposed by the Law on Commercial Companies.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in French followed by an English translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French version, the French version shall prevail.

Done and executed in Luxembourg, on the date as above.

The deed having been read to the parties, all known by their surname, usual first names, civil status and residence to the notary, the parties have signed this deed together with the notary.

Signé: P. Schneider, A. Kayser, J. Winandy, Y. Juchem, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2000, vol. 6CS, fol. 2, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2000.

F. Baden.

(41244/200/896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2000.

**BNP PARIBAS LUXEMBOURG.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 6.754.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2000.

F. Baden.

(41245/200/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2000.

**RH&PARTNER INVESTMENT FUNDS, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 1, boulevard Royal.

**STATUTEN**

Im Jahre zweitausend, den vierten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit Amtswohnsitz in Luxemburg,

Sind erschienen:

1) RIEDWEG & HROVAT AG Vermögensverwaltung und Finanzberatung, Gesellschaft mit Sitz in CH-4020 Basel, Grellingerstrasse 9,

hier vertreten durch Frau Julie Mossong, Mandataire Commercial, wohnhaft in L-5429 Hëttermillen, Maison 5, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Basel, am 2. August 2000;

2) Herr Patrick Schott, stellvertretender Direktor, BANQUE PICTET (LUXEMBOURG), Luxemburg, 1, boulevard Royal, hier vertreten durch Frau Julie Mossong, vorgeannt, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 2. August 2000.

Vorerwähnte Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Diese Komparenten haben die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft (société anonyme) wie folgt festgelegt:

**Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft in der Form einer «Aktiengesellschaft» (société anonyme) als «Investmentgesellschaft mit variablem Kapital» unter der Bezeichnung RH&PARTNER INVESTMENT FUNDS.

**Art. 2.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Sie kann jederzeit durch einen Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, die wie für Änderungen gegenwärtiger Satzung tagt.

**Art. 3.** Der ausschliessliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage des ihr zur Verfügung stehenden Vermögens in übertragbaren Wertpapieren mit dem Ziel, eine Streuung der Anlagerisiken zu erreichen und ihre Aktionäre in den Genuss des Ertrags aus der Verwaltung ihres Wertpapierbestands treten zu lassen.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen alle Massnahmen ergreifen und alle Geschäfte abschliessen, die ihr zur Erfüllung und Förderung ihres Gegenstands im weitesten Sinne nützlich erscheinen.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg im Grossherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Zweigniederlassungen, Filialen oder Geschäftsstellen im Grossherzogtum Luxemburg und im Ausland errichtet werden.

Falls nach Einschätzung des Verwaltungsrats aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art die normale Aktivität am Sitz der Gesellschaft oder die Verbindung dieses Sitzes mit Personen im Ausland behindern würden, oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Verwaltungsrat provisorisch den Gesellschaftssitz bis zur vollständigen Beendigung dieser aussergewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegen; die Nationalität der Gesellschaft wird, unbeeinflusst durch eine derartige provisorische Sitzverlegung, luxemburgisch bleiben.

**Art. 5.** Das Kapital der Gesellschaft besteht aus Aktien ohne Nennwert und ist jederzeit gleich dem gesamten Vermögen der Gesellschaft, gemäss Artikel 23 gegenwärtiger Satzung.

Das Mindestkapital der Gesellschaft, das innerhalb von 6 Monaten nach der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen erreicht sein muss, ist gleich dem Gegenwert in Euro von 50.000.000,- Luxemburger Franken.

Der Verwaltungsrat ist jederzeit befugt, zusätzliche voll eingezahlte Aktien zu einem Preis auszugeben, der gleich dem Vermögenswert oder den jeweiligen Vermögenswerten je Aktie ist, wie gemäss Artikel 23 gegenwärtiger Satzung bestimmt, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht auf Zeichnung einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann jedem dazu bevollmächtigten Mitglied oder jedem Direktor der Gesellschaft, oder jeder anderen bevollmächtigten Person den Auftrag erteilen, Zeichnungen gegen Zahlung anzunehmen oder den Preis solcher neuen Aktien entgegenzunehmen.

Diese Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Kategorien zugehören und der Erlös aus der Ausgabe von Aktien in jeder Kategorie wird gemäss Artikel 3 gegenwärtiger Satzung in Wertpapieren oder anderen Vermögenswerten angelegt, die besonderen geographischen Gebieten, Industriebereichen, Währungszonen oder einem besonderen Typ Aktien oder Renten entsprechen, wie vom Verwaltungsrat für jede Aktienkategorie bestimmt wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschliessen, in jeder Aktienkategorie zwei oder mehrere Unterkategorien zu schaffen, deren Vermögenswerte im allgemeinen gemäss der besonderen Anlagepolitik der betroffenen Kategorie angelegt werden, bei denen jedoch die Unterkategorien Unterschiede in der jeweiligen Gebührenstruktur bei Verkauf und/oder Rückkauf aufweisen können und sich durch eine besondere Absicherungspolitik der Wechselrisiken, eine besondere Ausschüttungspolitik oder andere auf jede Unterkategorie anwendbaren Besonderheiten unterscheiden können. Zur Ermittlung des Gesellschaftskapitals wird das Vermögen, das jeder der Kategorien entspricht, falls nicht in USD ausgedrückt, in USD umgerechnet und das Kapital ist gleich dem gesamten Vermögen aller Kategorien.

Gemäss Artikel 29 gegenwärtiger Satzung kann die Generalversammlung der Aktionäre das Gesellschaftskapital durch die Einziehung von Aktien einer bestimmten Aktienkategorie herabsetzen und den Aktionären der betroffenen Kategorie den gesamten Wert dieser Aktien unter der Bedingung zurückzahlen, dass die Erfordernisse für die Aktien dieser Kategorie in Bezug auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit wie für Satzungsänderungen bestimmt, erfüllt sind.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann beschliessen, die Aktien einer Aktienkategorie einzuziehen und den Aktionären dieser Kategorie Aktien einer anderen Kategorie («die neue Aktienkategorie») zuzuteilen; diese Zuteilung hat auf der Grundlage der jeweiligen Inventarwerte beider Aktienkategorien zum Zeitpunkt der Zuteilung («der Zuteilungstag») zu erfolgen. In diesem Fall werden die Vermögenswerte der Aktienkategorie, die eingezogen wird, entweder unmittelbar dem Bestand (wie nachstehend bestimmt) der neuen Aktienkategorie in dem Masse zugeteilt, in dem diese Zuteilung der besonderen Anlagepolitik, die auf die neue Aktienkategorie anwendbar ist, entspricht, oder diese Vermögenswerte werden vor dem oder am Zuteilungstag veräussert, und in diesem Fall werden die Erlöse aus dieser Veräusserung dem Bestand der neuen Aktienkategorie zugeteilt. Jeder Beschluss der Aktionäre, der wie vorstehend genommen wird, unterliegt ausserdem den Bestimmungen in Bezug auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit wie für Satzungsänderungen bestimmt, unter der Bedingung der getrennten Abstimmung der Aktionäre der Aktienkategorie, die eingezogen wird; jeder Beschluss in dieser Hinsicht ist von den Aktionären zu denselben Bedingungen in Bezug auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit zu nehmen, wie vorstehend angegeben.

Falls das Vermögen einer Kategorie unter den Wert von 5.000.000,- Euro oder den Gegenwert in der Referenzwährung der betroffenen Kategorie fallen sollte, oder falls eine Änderung in der wirtschaftlichen oder politischen Lage einer Kategorie dies rechtfertigt, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit beschliessen, die betroffene Kategorie aufzulösen. Die Guthaben, die nicht an die Berechtigten am Schluss der Liquidation einer Kategorie ausgezahlt werden konnten, werden bei der Depotbank für einen Zeitraum von 6 Monaten nach Schluss der Liquidation hinterlegt. Nach dieser Periode werden diese Guthaben bei der «Caisse des Consignations» für Konto der Berechtigten hinterlegt.

Falls das Vermögen einer Kategorie unter 5.000.000,- Euro oder den Gegenwert in der Referenzwährung dieser Kategorie fallen sollte, oder falls eine Änderung in der wirtschaftlichen oder politischen Lage einer Kategorie dies rechtfertigt, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit beschliessen, die betroffene Kategorie aufzulösen, indem sie mit einer anderen Kategorie zusammengelegt wird (die «neue Kategorie»). Ausserdem kann eine solche Zusammenlegung vom Verwaltungsrat beschlossen werden, falls die Interessen der Aktionäre der betroffenen Kategorien dies rechtfertigen. Der Zusammenlegungsbeschluss wird veröffentlicht und den betroffenen Aktionären vor Inkrafttreten der Zusammenlegung mitgeteilt und die Veröffentlichung oder die Mitteilung geben die Gründe und die Zusammenlegungsprozedur an und enthalten Informationen über die neue Kategorie. Diese Veröffentlichung oder Mitteilung erfolgt mindestens einen Monat vor dem Tag der Inkraftsetzung der Zusammenlegung um den Aktionären die Möglichkeit zu bieten, den Rückkauf ihrer Aktien, kostenlos, zu beantragen, ehe die Zusammenlegung wirksam wird.

**Art. 6.** Der Verwaltungsrat kann beschliessen, Aktien in der Form von Inhaberaktien oder von Namensaktien auszugeben. Bei Ausgabe von Inhaberaktien werden Zertifikate in den Formen ausgegeben, die der Verwaltungsrat bestimmt. Falls ein Aktionär von Inhaberaktien die Umwandlung seiner Zertifikate in Zertifikate einer anderen Form beantragt, können ihm die Kosten dieses Tauschs angelastet werden. Falls bei Namensaktien ein Aktionär nicht ausdrücklich die Ausgabe von Zertifikaten beantragt, erhält er eine Bestätigung seines Aktienbesitzes. Falls ein Aktionär von Namensaktien wünscht, dass mehrere Zertifikate für seine Aktien ausgestellt werden, können die Kosten der zusätzlichen Zertifikate diesem Aktionär angelastet werden. Die Zertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.



Beide Unterschriften können entweder handschriftlich erfolgen, oder gedruckt, oder per Stempel mit Namenszug angebracht sein. Jedoch kann eine der Unterschriften von einer Person vorgenommen werden, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bestellt ist; in diesem Fall muss die Unterschrift handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann provisorische Zertifikate in den Formen ausstellen, die der Verwaltungsrat bestimmt.

Die Aktien werden nur nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises gemäss nachfolgendem Artikel 24 ausgegeben. Die definitiven Aktienzertifikate sowie die Bestätigung des Aktienbesitzes werden dem Zeichner sofort zugestellt.

Dividendenzahlungen an die Namensaktionäre erfolgen an ihre im Aktionärsregister eingetragene Anschrift und bei Inhaberaktien gegen Einreichung des jeweiligen Kupons an die zu diesem Zweck von der Gesellschaft bestellten Vertreter.

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Namensaktien werden im Aktionärsregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren zu diesem Zweck von der Gesellschaft bestellten Personen geführt wird; dieses Register hat den Namen eines jeden Eigentümers von Namensaktien anzugeben, seinen Wohnsitz oder sein gewähltes Domizil, die Anzahl der Aktien in seinem Besitz und den für jede Aktie gezahlten Betrag. Jede Übertragung von Aktien, die keine Namensaktien sind, wird im Aktienregister eingetragen und jede Übertragung wird von einem oder mehreren Bevollmächtigten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren zu diesem Zweck von der Gesellschaft bestellten Personen unterzeichnet.

Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch Lieferung der bezüglichen Aktienzertifikate.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (a) falls Zertifikate ausgegeben wurden, durch die Einreichung bei der Gesellschaft der Zertifikate, die diese Aktien darstellen, zusammen mit allen anderen Übertragungsurkunden, die von der Gesellschaft verlangt werden, und (b) falls keine Zertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die im Aktienregister eingetragen wird, mit Datum versehen und gezeichnet vom Übertragenden und vom Empfänger, oder von denjenigen Personen, die geeignete Vollmachten besitzen, um an deren Stelle zu handeln.

Jeder Namensaktionär hat der Gesellschaft eine Adresse anzugeben, an welche alle Mitteilungen und Bekanntgaben der Gesellschaft geschickt werden können. Diese Adresse wird ebenfalls im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Namensaktionär der Gesellschaft keine solche Adresse angibt, kann diesbezüglich eine Anmerkung ins Aktienregister eingetragen werden, und es wird angenommen, dass die Adresse dieses Aktionärs sich am Sitz der Gesellschaft befindet, oder an einer anderen Adresse, die von der Gesellschaft bestimmt wird, bis dass dieser Aktionär eine andere Adresse mitteilt. Der Aktionär kann jederzeit seine im Aktienregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an jede andere Adresse, wie zeitweise von der Gesellschaft bestimmt wird, ändern.

Falls die Zahlung eines Zeichners ein Anrecht auf einen Aktienbruchteil nach sich zieht, wird dieser Aktienbruchteil im Aktionärsregister eingetragen. Er berechtigt nicht zu einer Stimme, kann jedoch nach den von der Gesellschaft festgelegten Bestimmungen ein anteilmässiges Anrecht auf Dividendenbruchteile geben. Bei Inhaberaktien werden nur Zertifikate ausgegeben, die ganze Aktien nachweisen. Für alle anderen Inhaberaktien, für die wegen der Benennung der Zertifikate keine Zertifikate ausgegeben werden können, sowie für alle Aktienbruchteile, kann der Verwaltungsrat zeitweise bestimmen, sie entweder in Namensaktien umzuwandeln, oder den Gegenwert an den Aktionär zurückzuzahlen.

**Art. 7.** Falls ein Aktionär der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhanden gekommen oder zerstört ist, kann auf seine Anfrage ein Duplikat des Aktienzertifikats unter den Bedingungen und Garantien ausgestellt werden, insbesondere einer Versicherung, wie die Gesellschaft bestimmt, unbeschadet jeder anderen Art von Garantie nach Wahl der Gesellschaft. Bei Ausgabe eines neuen Aktienzertifikats, auf welchem aufgeführt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das ursprüngliche Aktienzertifikat wertlos.

Beschädigte Aktienzertifikate können gegen neue auf Order der Gesellschaft ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate werden bei der Gesellschaft abgeliefert und sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktionär die Kosten des Duplikats oder des neuen Zertifikats sowie alle gerechtfertigten Ausgaben anlasten, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und Eintragung ins Aktienregister des neuen oder in Verbindung mit der Zerstörung des alten Zertifikats entstanden sind.

**Art. 8.** Der Verwaltungsrat kann das Eigentum von Aktien der Gesellschaft gegenüber jeder natürlichen Person oder Rechtspersönlichkeit einschränken oder verhindern.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Aktienbesitz für «Gebietsansässige der Vereinigten Staaten von Amerika» einschränken oder verhindern, wie nachfolgend erklärt. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Aktienübertragung ablehnen, falls ihrer Meinung nach eine solche Eintragung oder Übertragung zum Ziel hätte oder haben könnte, dass ein Gebietsansässiger der Vereinigten Staaten von Amerika in den Besitz von Aktien gelangen würde;

b) jederzeit von jeder Person, deren Namen im Aktionärsregister eingetragen ist, oder von einer Person, die eine Eintragung betreffend einer Übertragung von Aktien ins Aktionärsregister beantragt, die Lieferung jeder Auskünfte und Bescheinigungen fordern, welche sie als notwendig erachtet und die eventuell von einer eidesstattlichen Erklärung bestätigt sind, um festzustellen, ob, in welchem Masse und unter welchen Umständen der Genuss dieser Aktien einer Person zukommt oder zukommen würde, die ein Gebietsansässiger der Vereinigten Staaten von Amerika ist; und

c) zur Zwangsrücknahme eines Teils oder aller Aktien schreiten, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Person, die vom Aktienbesitz in der Gesellschaft ausgeschlossen ist, den Genuss von Aktien hätte, sei dies allein oder in Verbindung mit einer anderen Person, oder falsche Zertifikate und Garantien geliefert hat oder unterlassen hat, Zertifikate und Garantien zu liefern, je nach den Bestimmungen des Verwaltungsrats. In diesem Fall wird folgendes Verfahren angewandt:

1) die Gesellschaft lässt eine Mitteilung (der «Rückkaufbescheid») an den Aktionär gehen, der im Aktionärsregister als Eigentümer der Aktien eingetragen ist; diese Mitteilung gibt die Aktien an, die zurückgenommen werden, den Rücknahmepreis dieser Aktien und den Ort, an welchem der Rücknahmepreis dieser Aktien zahlbar ist. Der Rückkaufbescheid

wird per Einschreiben an den Aktionär an seine zuletzt bekannte oder in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse geschickt. Der betroffene Aktionär hat demnach innerhalb einer bestimmten Frist der Gesellschaft den oder die Zertifikate für die im Rückkaufbescheid angegebenen Aktien zu übergeben. Sofort nach Geschäftsschluss am Tag, der im Rückkaufbescheid angegeben ist, hört der Aktionär auf ein Eigentümer der im Rückkaufbescheid angegebenen Aktien zu sein und sein Name wird im Aktionärsregister gestrichen.

2) Der Preis, zu welchem die im Rückkaufbescheid angegebenen Aktien zurückgenommen werden (der «Rücknahmepreis») ist gleich dem Inventarwert der Aktien der Gesellschaft, wie gemäss Artikel 23 gegenwärtiger Satzung ermittelt. Zu diesem Preis kann ein Rücknahmeaufschlag abgezogen werden.

3) Die Zahlung an den Eigentümer der Aktien erfolgt in der Währung der betroffenen Aktienkategorie, ausser während einer Zeit, während welcher Devisenkontrollbestimmungen bestehen, und dieser Preis wird bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo hinterlegt (wie im Rückkaufbescheid angegeben), welche sie dem Eigentümer gegen Übergabe des oder der Zertifikate, die im Bescheid aufgeführt sind, auszahlt. Sofort nach der Zahlung unter diesen Bedingungen kann kein Berechtigter der im Rückkaufbescheid aufgeführten Aktien irgendein Anrecht auf diese Aktien geltend machen noch einen Anspruch gegen die Gesellschaft oder ihr Eigentum wegen dieser Aktien erheben, ausser dem Recht des Aktionärs, der als der Eigentümer der Aktien erscheint, den derart hinterlegten Preis (ohne Zinsen) bei der Bank gegen die Übergabe der Zertifikate zu erhalten.

4) Die Ausübung durch die Gesellschaft der Vollmachten, die ihr in diesem Artikel verliehen werden, kann in keinem Fall in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden aus Gründen, dass ungenügende Beweise in Bezug auf das Eigentum dieser Aktien durch diese Person vorliegen oder dass eine Aktie das Eigentum einer anderen Person war als es der Gesellschaft am Tag des Rückkaufbescheids erschien, unter dem alleinigen Vorbehalt, dass die Gesellschaft ihre Vollmachten nach Treu und Glauben ausgeübt hat; und

d) in allen Generalversammlungen der Aktionäre die Stimme einer Person ablehnen, die ein Gebietsansässiger der Vereinigten Staaten von Amerika ist.

Bei der Bezeichnung «Gebietsansässiger der Vereinigten Staaten von Amerika», wie in dieser Satzung benutzt, handelt es sich um einen Staatsangehörigen, Bürger oder einen Deviseninländer der Vereinigten Staaten von Amerika, deren Gebiete oder die Besitze oder Bezirke unter ihrer Gerichtsbarkeit und die Personen, die normalerweise dort ihren Wohnsitz haben, einschliesslich der Nachfolge aller Personen, Gesellschaften oder Vereinigungen, die dort errichtet oder organisiert sind.

**Art. 9.** Jede ordnungsgemäss einberufene Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie besitzt die weitgehendsten Vollmachten, um über alle Handlungen in Bezug auf die Geschäfte der Gesellschaft zu befinden, sie auszuführen oder zu bestätigen.

**Art. 10.** Die Jahresversammlung der Aktionäre findet gemäss Luxemburger Gesetzgebung jedes Jahr am letzten Montag des Monats April um 10.00 Uhr in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft statt oder an einem anderen Ort in Luxemburg wie in den Einberufungsschreiben angegeben.

Falls dieser Tag ein Bankfeiertag ist, wird die Jahresversammlung am sofort darauffolgenden bankoffenen Tag abgehalten. Die Jahresversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach souveräner Einschätzung des Verwaltungsrats aussergewöhnliche Umstände dies verlangen.

Andere Generalsammlungen der Aktionäre können an den Zeiten und Orten abgehalten werden, wie in den jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben.

**Art. 11.** Die vom Gesetz vorgesehen Bestimmungen über Beschlussfähigkeit und Fristen finden auf die Einberufung und den Verlauf der Aktionärsversammlungen der Gesellschaft Anwendung, ausser es sind gegenteilige Vorschriften in dieser Satzung enthalten.

Jede Aktie hat ein Anrecht auf eine Stimme, gleich welcher Kategorie sie angehört und ungeachtet des Vermögenswerts einer jeden Aktie in jeder Kategorie. Jeder Aktionär kann an allen Aktionärsversammlungen teilnehmen, indem er per Schreiben, Telegramm, Telex oder Telefax eine andere Person zu seinem Vertreter bestellt.

Falls vom Gesetz nichts anderes vorgesehen ist, werden die in den Generalversammlungen der Aktionäre gefassten Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der Aktionäre gefasst, die in der Versammlung vertreten sind und an der Abstimmung teilhaben.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, die von den Aktionären, die an irgendeiner Generalversammlung der Aktionäre teilnehmen, zu erfüllen sind.

**Art. 12.** Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats gemäss einer Mitteilung zusammen, welche die Tagesordnung aufführt und per Einschreibebrief mindestens 8 Tage vor der Versammlung an jeden Aktionär an seine im Aktionärsregister eingetragene Adresse geschickt wird.

Falls Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird die Einberufung ausserdem im Amtsblatt "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations" von Luxemburg veröffentlicht, sowie in einer Luxemburger Tageszeitung und in anderen Tageszeitungen, die der Verwaltungsrat bestimmt.

**Art. 13.** Die Gesellschaft wird durch einen Rat von mindestens 3 Mitgliedern verwaltet; Verwaltungsratsmitglieder brauchen keine Aktionäre der Gesellschaft zu sein.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Jahresversammlung für einen Zeitraum gewählt, der mit der darauffolgenden Jahresversammlung endet und ihre Nachfolger gewählt sind; jedoch kann ein Verwaltungsratsmitglied jederzeit mit oder ohne Grund abberufen und/oder jederzeit durch einen Beschluss der Aktionäre ersetzt werden.

Wird der Posten eines Mitglieds des Verwaltungsrats wegen Todesfall, Rücktritt, Abberufung oder sonstwie frei, können die verbleibenden Mitglieder zusammentreten und mit der Mehrheit der Stimmen ein anderes Mitglied wählen, welches das diesem Posten anhängende Amt bis zur darauffolgenden Aktionärsversammlung besetzt.

**Art. 14.** Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann unter seinen Mitgliedern einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann ebenfalls einen Sekretär bestellen, der kein Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht und der für die Erstellung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Versammlungen der Aktionäre zuständig ist. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder von zwei Mitgliedern am Ort zusammen, der im Einberufungsschreiben angegeben ist.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats führt den Vorsitz aller Generalversammlungen der Aktionäre und der Sitzungen des Verwaltungsrats; in seiner Abwesenheit jedoch können die Jahresversammlung oder der Verwaltungsrat mit der Mehrheit der Stimmen ein anderes Verwaltungsratsmitglied bestellen und für Aktionärsversammlungen jede andere Person, die den Vorsitz dieser Versammlungen und Sitzungen übernimmt.

Der Verwaltungsrat kann nötigenfalls Direktoren und Bevollmächtigte der Gesellschaft ernennen, darunter einen Generaldirektor, ein stellvertretendes Verwaltungsratsmitglied, einen oder mehrere Sekretäre, eventuell beigeordnete Generaldirektoren, beigeordnete Sekretäre und andere Direktoren und Bevollmächtigte, deren Ämter für notwendig gehalten werden, um die Geschäfte der Gesellschaft erfolgreich auszuführen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die Direktoren und Bevollmächtigten brauchen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Insofern die Satzung nichts anderes vorsieht, besitzen die Direktoren und Bevollmächtigten die Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat zugeteilt werden.

Schriftliche Einladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats gehen den Mitgliedern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Zeit zu, für welche die Sitzung angesetzt ist, ausser in dringenden Fällen, in denen die Art und die Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben sind. Bei schriftlicher Zustimmung per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax seitens eines jeden Verwaltungsratsmitglieds kann auf eine Einladung verzichtet werden. Eine besondere Einladung ist für eine Verwaltungsratssitzung nicht notwendig, die an einem Ort und zu einer Zeit stattfindet, wie in einem Beschluss festgelegt ist, der zuvor vom Verwaltungsrat gefasst wurde.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in jeder Sitzung des Rats vertreten lassen, indem es schriftlich oder per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax ein anderes Mitglied zu seinem Vertreter bestimmt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von Verwaltungsratssitzungen handeln, die ordnungsgemäss zusammengetreten sind. Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen die Gesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschrift binden, ausser dies ist ihnen ausdrücklich durch einen Beschluss des Verwaltungsrats genehmigt.

Der Verwaltungsrat kann nur gültig tagen und handeln, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der Mitglieder gefasst, die in der Sitzung anwesend oder vertreten sind. Falls in einer Verwaltungsratssitzung die Anzahl der Stimmen für oder gegen einen Beschluss gleich ist, besitzt der Vorsitzende den Stichentscheid.

Der Verwaltungsrat kann Direktoren oder Bevollmächtigten der Gesellschaft seine Vollmachten für die tägliche Leitung sowie seine Vollmachten in Bezug auf die Erfüllung ihres Gegenstands und die Verfolgung der allgemeinen Richtlinien der Verwaltung übertragen.

Entscheidungen können ebenfalls durch schriftliche Beschlüsse getroffen werden, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

**Art. 15.** Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden oder vom Mitglied unterzeichnet, das pro tempore den Vorsitz der Sitzung geführt hat.

Abschriften oder Auszüge der Protokolle, welche vor Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder vom Sekretär oder von zwei Mitgliedern unterzeichnet.

**Art. 16.** Auf der Grundlage des Prinzips der Risikostreuung besitzt der Verwaltungsrat die Vollmacht, die allgemeine Orientierung der Gesellschafts- und Anlagepolitik sowie die Richtlinien für die Leitung und die Verwaltung der Gesellschaft zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat bestimmt ebenfalls alle Beschränkungen, die zeitweise auf die Anlagen der Gesellschaft anwendbar sind. Diese enthalten ohne Begrenzung folgende Beschränkungen in Bezug auf

- (a) die Kreditaufnahmen der Gesellschaft und die Verpfändung ihres Vermögens;
- (b) den Höchstprozentsatz des Vermögens, das die Gesellschaft in irgendwelcher Form oder Art von Aktien anlegen darf und den Höchstprozentsatz von Aktien in irgendwelcher Form oder irgendwelcher Art, welche die Gesellschaft erwerben darf.
- (c) ob oder in welchem Masse die Gesellschaft in anderen Organismen für gemeinsame Anlagen der offenen Art anlegen darf

Der Verwaltungsrat kann beschliessen, für die Gesellschaft anzulegen in (i) Wertpapieren, die an den Börsen eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union zugelassen sind, (ii) Wertpapieren, die an den Börsen eines Mitgliedsstaates der OECD, oder jeden anderen Staates Europas, Asiens, Südamerikas, Afrikas oder Ozeaniens, zugelassen sind, (iii) Wertpapieren, die an einem anderen geregelten Markt in einem dieser Staaten gehandelt werden, der anerkannt, der Öffentlichkeit zugänglich und dessen Funktionsweise regelmässig ist (ein «Geregelter Markt»), (iv) in Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem geregeltem Markt wie vorstehend erwähnt beantragt wird und dass die Notierung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird, sowie in (v) allen anderen Wertpapieren, Instrumenten oder anderen Vermögenswerten im Rahmen der vom Verwaltungsrat gemäss den bestehenden Gesetzen und Vorschriften bestimmten Beschränkungen.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft nach dem Prinzip der Risikostreuung beschliessen, bis zu 100% des Vermögens einer jeden Aktienkategorie der Gesellschaft in verschiedenen Wertpapieremissionen anlegen, die von einem Mitgliedsstaat der Europäischen Gemeinschaft, seinen Gebietskörperschaften, oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedsstaaten der Europäischen Gemein-

schaft angehören, oder von jedem Mitgliedsstaat der OECD begeben oder garantiert werden; jedoch muss die Gesellschaft bei Anwendung dieser Bestimmung Wertpapiere von mindestens sechs verschiedenen Emissionen im Bestand haben, wobei die Wertpapiere ein und derselben Emission insgesamt den Wert von 30% des Nettovermögens der Gesellschaft nicht übersteigen dürfen.

**Art. 17.** Kein Vertrag oder Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Firmen kann dadurch beeinträchtigt oder unwirksam werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren oder Bevollmächtigte der Gesellschaft ein Interesse in dieser anderen Gesellschaft oder Firma haben, oder dadurch, dass sie deren Verwalter, Teilhaber, Direktoren, Bevollmächtigte oder Angestellte sind. Ein Verwalter, Direktor oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, der ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder eines Unternehmens ist, mit welchen die Gesellschaft Vereinbarungen trifft, oder mit welchen sie sich sonstwie in Geschäftsverbindung befindet, wird durch diese Verbindung nicht vom Recht ausgeschlossen, zu tagen, abzustimmen oder in Sachen zu handeln, die solche Vereinbarungen oder solche Geschäfte betreffen.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft besitzt, muss dieser Verwalter, Direktor oder Bevollmächtigter den Verwaltungsrat von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und er wird über dieses Geschäft weder tagen noch an einer Abstimmung teilnehmen; es muss über dieses Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten bei der darauffolgenden Versammlung der Aktionäre Bericht erstattet werden.

Der Ausdruck «persönliches Interesse», wie in vorgehendem Satz benutzt, ist nicht auf das Verhältnis oder auf die Interessen anwendbar, die auf irgendeine Weise, Eigenschaft oder Hinsicht im Zusammenhang mit der BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A. oder RIEDWEG & HROVAT AG Vermögensverwaltung und Finanzberatung, ihrer Filialen, verbundenen Gesellschaften oder mit anderen Gesellschaften oder Rechtspersonlichkeiten bestehen, wie es der Verwaltungsrat bestimmt.

**Art. 18.** Die Gesellschaft kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigten, deren Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern vernünftige Spesen vergüten, die ihnen bei jeder Handlung oder jedem Verfahren entstanden sind, in welchen sie in ihrer Eigenschaft oder vorherigen Eigenschaft als Verwalter, Direktoren oder Bevollmächtigte der Gesellschaft teilgenommen haben oder weil sie, auf Verlangen der Gesellschaft, Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren oder Bevollmächtigten einer anderen Gesellschaft waren, von welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist, und von welcher sie keine Vergütung erhalten, ausser im Falle wo in solchen Handlungen oder Verfahren sie schliesslich wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt werden. Im Falle eines Vergleichs ist eine Entschädigung nur in Verbindung mit Angelegenheiten vorgesehen, die im Vergleich erfasst sind und in Bezug auf welche die Gesellschaft von ihrem Rechtsberater in Kenntnis gesetzt wurde, dass die zu entschädigende Person keine solche Pflichtverletzung begangen hat. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schliesst keine anderen Rechte aus, auf welche die zu entschädigende Person ein Anrecht hat.

**Art. 19.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrats vertreten, oder durch die Einzelunterschrift eines dazu bevollmächtigten Direktors oder bestellten Bevollmächtigten, oder durch die Einzelunterschrift einer jeden anderen Person, die besonders vom Verwaltungsrat dazu ermächtigt wurde.

**Art. 20.** Die Gesellschaft bestellt einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer, der die vom Gesetz vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgeschriebenen Pflichten übernimmt. Der Wirtschaftsprüfer wird von der Generalversammlung der Aktionäre bestellt und handelt in dieser Eigenschaft bis zur Wahl seines Nachfolgers.

**Art. 21.** Gemäss den nachfolgend beschriebenen Bedingungen ist die Gesellschaft jederzeit befugt, ihre eigenen Aktien allein im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen zurückzunehmen.

Jeder Aktionär kann jederzeit die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Der Rücknahmepreis ist innerhalb von höchstens 7 Bankgeschäftstagen in Luxemburg nach dem Tag zahlbar, an welchem der Nettowert des Vermögens bestimmt wurde und ist gleich dem Inventarwert der Aktien, wie gemäss den Bestimmungen von nachstehendem Artikel 23 bestimmt, abzüglich einer gegebenenfalls fälligen Rücknahmegebühr, die der Verwaltungsrat bestimmt, sowie jeder anderen Summe, die der Verwaltungsrat als angemessen betrachtet, um Steuern und Unkosten (einschliesslich aller Stempelgebühren und anderer Steuern, staatlicher Abgaben, Bank- und Maklergebühren, Übertragungskosten, Kosten für Eintragung und anderer Spesen auf Abgaben) («Transaktionskosten»), die fällig wären, falls alle Vermögenswerte der Gesellschaft, die für die Bewertung des Vermögens berücksichtigt werden, veräussert werden müssten und indem ausserdem alle Faktoren berücksichtigt würden, die nach Ermessen des Verwaltungsrats nach Treu und Glauben zu berücksichtigen sind; der auf diese Weise errechnete Preis kann nach unten auf die nächste Einheit der Währung abgerundet werden, auf welche die betreffende Aktienkategorie lautet; in diesem Fall kann die Abrundung von der Gesellschaft zurückbehalten werden.

Jeder Rücknahmeantrag hat vom Aktionär schriftlich am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg zu erfolgen, oder bei jeder anderen Rechtspersonlichkeit, welche die Gesellschaft zum Vertreter für die Rücknahme ihrer Aktien bestimmt hat, und der Antrag muss vom oder von den ordnungsgemässen Aktienzertifikat(en) und von einem ausreichenden Nachweis der eventuellen Übertragung begleitet sein.

Jeder gestellte Antrag auf Rücknahme ist unwiderruflich, ausser bei einer zeitweiligen Einstellung der Rücknahmen auf Grund von Artikel 22 dieser Satzung. Mangels Widerruf des Rücknahmeantrags findet die Rücknahme am ersten Bewertungstag statt, der auf die zeitweilige Einstellung folgt.

Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Kapitalaktien werden für nichtig erklärt.

Jeder Aktionär kann die Umwandlung aller oder eines Teil seiner Aktien (oder einer Unterkategorie von Aktien) in Aktien einer anderen Kategorie (oder Unterkategorie) zu einem Preis beantragen, der gleich den jeweiligen Vermögenswerten der Aktien der verschiedenen Kategorien oder Unterkategorien ist, zuzüglich der Transaktionskosten, und

nach oben oder unten abgerundet, wie der Verwaltungsrat entscheidet; selbstverständlich kann der Verwaltungsrat Beschränkungen auferlegen, unter anderen in Bezug auf die Häufigkeit der Umwandlungen, und sie der Zahlung von Kosten unterwerfen, deren Betrag er festlegt indem er die Interessen der Gesellschaft und der Aktionäre wahrnimmt.

**Art. 22.** Zum Zweck, die Aktienpreise bei Zeichnung, Rücknahme und Umwandlung zu bestimmen, wird der Inventarwert der Aktien der Gesellschaft für die Aktien jeder Aktienkategorie zeitweise ermittelt, jedoch in keinem Fall weniger als zweimal im Monat, wie der Verwaltungsrat bestimmt (der Tag für die Ermittlung des Inventarwerts ist in dieser Satzung ein «Bewertungstag»); falls jedoch ein Bewertungstag auf einen Tag fällt, der für die Banken in Luxemburg ein Feiertag ist, wird der Bewertungstag auf den nächsten auf diesen Feiertag fallenden Bankgeschäftstag in Luxemburg verlegt.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Vermögenswerts der Aktien zeitweilig in einer Aktienkategorie, die Ausgabe und die Rücknahme von Aktien in dieser Kategorie, sowie die Umwandlung von diesen Aktien oder in diese Aktien in den folgenden Fällen einstellen:

(a) Während einer Zeit, in der eine Börse oder mehrere Börsen oder geregelte Märkte, welche die Grundlagen für die Wertermittlung eines wesentlichen Teils des Fondsvermögens liefern, oder ein oder mehrere Devisenmärkte für die Währungen, auf die der Inventarwert der Aktien oder ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens lautet, geschlossen sind, außer an gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen, oder falls der Handel dort ausgesetzt oder einschränkt ist oder kurzfristig grösseren Schwankungen unterliegt;

(b) Wenn Notlagen, bedingt durch die politische, wirtschaftliche, militärische, monetäre oder soziale Lage oder Streik oder jedes andere Ereignis höherer Gewalt, das sich dem Pflicht- und Machtbereich des Fonds entzieht, bewirken, daß über das Fondsvermögen nicht verfügt werden kann, ohne dass den Aktionären dadurch erhebliche Nachteile entstehen;

(c) Bei Ausfall der normalerweise für die Bestimmung des Wertes irgendeiner Anlage des Fonds benutzten Kommunikations- oder Berechnungsmittel oder wenn aus irgendeinem Grund der Wert einer Fondsanlage nur ungenau und unzureichend ermittelt werden kann;

(d) Wenn Devisenbestimmungen oder Beschränkungen von Kapitalbewegungen bewirken, daß Geschäfte für Rechnung des Fonds nicht getätigt, oder wenn Anlagekäufe oder -verkäufe des Fonds nicht zu normalen Wechselkursen vorgenommen werden können.

Jede solche zeitweilige Einstellung wird gegebenenfalls von der Gesellschaft veröffentlicht und den Aktionären, welche die Rücknahme oder Umwandlung von Aktien bei der Gesellschaft beantragt haben, zum Zeitpunkt ihrer definitiven schriftlichen Antragstellung gemäss vorgehendem Artikel 21 mitgeteilt.

Eine solche zeitweilige Einstellung, die eine Aktienkategorie betrifft, hat keine Wirkung auf die Berechnung des Inventarwerts, die Ausgabe, Rücknahme und Umwandlung der Aktien der anderen Aktienkategorien.

**Art. 23.** Der Wert der Aktien in jeder Aktienkategorie der Gesellschaft wird in einer pro-Aktie Zahl in der Währung dieser Aktienkategorie ausgedrückt; er wird an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Vermögenswert der Gesellschaft, der auf eine Aktienkategorie entfällt, d.h. der Wert des Vermögens der Gesellschaft, das sich auf diese Aktienkategorie bezieht, weniger alle Verbindlichkeiten dieser Aktienkategorie bei Geschäftsschluss an jenem Tag, durch die Anzahl der Aktien im Umlauf dieser Aktienkategorie geteilt wird; der auf diese Weise erhaltene Preis wird aufgerundet oder auf die nächste Währungseinheit wie folgt reduziert:

A. Das Vermögen der Gesellschaft beinhaltet wie folgt:

a) alle Barmittel in Kasse und auf Konto, einschliesslich aller Stückzinsen;

b) sämtliche Wechselguthaben, Sichtscheine und Forderungen (einschliesslich der Erträge aus verkauften Wertpapieren, deren Preis noch nicht eingegangen ist);

c) sämtliche Effekten, Anteile, Aktien, Schuldverschreibungen, Optionsrechte oder Zeichnungsrechte und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft;

d) sämtliche von der Gesellschaft zu erhaltenden Dividenden und Ausschüttungen in bar oder in Wertpapieren (jedoch kann die Gesellschaft die Schwankungen im Marktwert der Wertpapiere berücksichtigen, die auf den Handel ex-Dividenden oder ex-Rechte zurückzuführen sind);

e) alle fälligen Zinsen auf allen zinstragenden Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, falls diese nicht bereits im Kaufpreis dieser Wertpapiere enthalten sind;

f) die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern sie nicht abgeschrieben wurden;

g) sämtliche anderen Vermögenswerte jeder Art, einschliesslich vorausgezahlter Aufwendungen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt ermittelt

1) Barmittel in Kasse und auf Konto, Wechsel und Sichtscheine und Forderungen, vorausgezahlte Aufwendungen, Dividenden und festgesetzte oder aufgelaufene Zinsen, die noch nicht vereinnahmt wurden, werden zu ihrem Nominalwert berücksichtigt, ausser wenn es unwahrscheinlich ist, dass diese Beträge eingehen; in diesem Fall wird ihr Wert nach einem Abschlag bestimmt, den die Gesellschaft für angemessen hält, um den wahren Wert dieser Vermögenswerte widerzuspiegeln.

2) Der Wert der Wertpapiere, die an einer Börse notiert oder gehandelt werden, ist der zuletzt zur Verfügung stehende Kurs.

3) Der Wert der Wertpapiere, die an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des zuletzt verfügbaren Kurses bestimmt.

4) In dem Masse, in dem Wertpapiere im Bestand an einem Bewertungstag an einer Börse oder an einem Geregelten Markt weder notiert noch gehandelt werden, oder Wertpapiere, die an einer Börse oder an einem Geregelten Markt notiert sind und gehandelt werden, für die jedoch der gemäss den Abschnitten 2) und 3) ermittelte Preis den wahren Marktwert dieser Wertpapiere nicht darstellt, wird der Wert des voraussehbaren Verkaufspreises zugrunde gelegt, wie nach Treu und Glauben bestimmt.

B) Die Verpflichtungen der Gesellschaft sollen wie folgt enthalten:

- a) alle Darlehen, fällige Wechsel und laufende Verbindlichkeiten,
- b) sämtliche Verwaltungskosten, ob fällig oder geschuldet (einschliesslich der Anlageberatergebühr, der Depotbankgebühr und der Vergütungen der Beauftragten und Agenten der Gesellschaft),
- c) sämtliche anerkannten gegenwärtigen oder zukünftigen Verpflichtungen, einschliesslich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für die Zahlung von Geld oder Besitz, einschliesslich des Betrags der von der Gesellschaft angekündigten aber noch nicht ausgeschütteten Dividenden, falls der Bewertungstag mit dem Tag zusammenfällt, an welchem der Berechtigte oder künftige Berechtigte bestimmt wird; die Unkosten in Verbindung mit der Absatzförderung des Fonds;
- d) eine angemessene Rückstellung für Steuern auf der Grundlage des Kapitals und des Einkommens bis zum Bewertungstag, wie vom Verwaltungsrat bestimmt, und sonstige Rücklagen, wie vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt;
- e) alle anderen Verpflichtungen der Gesellschaft jeder Art, mit Ausnahme der Verpflichtungen der Gesellschaft, die ihre Aktien darstellen. Für die Ermittlung des Betrags dieser Verpflichtungen berücksichtigt die Gesellschaft alle von ihr geschuldeten Aufwendungen, welche die Gründungskosten enthalten, die Vergütungen und Gebühren der Anlageberater oder der Anlageverwalter, die Kosten und Aufwendungen für die Buchhaltung, die Depotbank und die Korrespondenten, die Zahlstelle und die ständigen Vertreter an den Orten der Registrierung, die Vergütungen aller anderen von der Gesellschaft angestellten Vertreter, die Rechts- und Prüfungskosten, die Kosten für Werbung, Druckerei, einschliesslich der Kosten für die Werbung und die Vorbereitung und den Druck der Verkaufsprospekte, Erklärungsschriften oder Eintragungserklärungen, die Halbjahres- und Jahresberichte, die Kosten für Börsennotierung, Steuern oder staatliche Abgaben und sämtliche anderen Betriebskosten, einschliesslich der Kosten für den Kauf und den Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Maklergebühren und Post-, Telefon- und Telexgebühren. Bei der Berechnung dieser Verpflichtungen kann die Gesellschaft die Verwaltungsaufwendungen und andere regelmässig oder periodisch anfallenden Ausgaben durch eine voraussichtliche Schätzung für Jahres- oder andere Perioden berechnen und diese Aufwendungen zu jeweils gleichen Beträgen über diese Perioden verteilen.

C. Für jede Aktienkategorie wird eine Vermögensmasse wie folgt erstellt:

- a) der Erlös aus der Ausgabe von Aktien in jeder Aktienkategorie wird in den Büchern der Gesellschaft der Vermögensmasse dieser Aktienkategorie zugeteilt, und die Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen in Bezug auf diese Aktienkategorie werden dieser Vermögensmasse gemäss den Bestimmungen dieses Artikels zugeteilt;
- b) falls ein Vermögenswert aus einem anderen Vermögenswert stammt, wird dieser letztere Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft der gleichen Masse zugeteilt, aus welcher er stammt, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder -minderung dieses Vermögenswertes der Masse zugeteilt, zu welcher dieser Vermögenswert gehört;
- c) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit in Bezug auf einen Vermögenswert eingeht, der sich auf einen Vermögenswert einer besonderen Masse bezieht oder in Verbindung mit einer Handlung, die mit einem Vermögenswert einer bestimmten Masse zusammenhängt, wird diese Verbindlichkeit der betroffenen Masse zugeordnet; jedoch binden alle Verpflichtungen, gleich welcher Masse sie zugeordnet werden, die Gesellschaft als Ganzes, falls die Gläubiger einverstanden sind;
- d) falls ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner bestimmten Masse zugeordnet werden kann, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen bestehenden Massen zu gleichen Teilen zugeordnet und in dem Masse, in dem der Betrag dies rechtfertigt, auf alle Massen im Verhältnis zum Vermögenswert der verschiedenen Aktienkategorien verteilt;
- e) am Tag der Bestimmung der Person, die zu einer Ausschüttung von erklärten Dividenden in einer Aktienkategorie berechtigt ist, wird der Vermögenswert dieser Aktienkategorie um diesen Dividendenbetrag reduziert.
- f) falls gemäss vorstehendem Artikel 5 in jeder Aktienkategorie zwei oder mehrere Unterkategorien ausgegeben werden, finden die vorstehend bestimmten Zuteilungsregeln mutatis mutandis auf jede Unterkategorie Anwendung.

D. Zum Zweck dieses Artikels

- a) wird eine Aktie der Gesellschaft, die sich in einem Rücknahmeprozess gemäss vorstehendem Artikel 21 befindet, als ausgegebene und bestehende Aktie angesehen und bis sofort nach Geschäftsschluss des Bewertungstages berücksichtigt, der sich auf die Rücknahme dieser Aktien bezieht, und ab diesem Zeitpunkt und bis zu ihrer Zahlung wird ihr Preis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft angesehen;
- b) alle Anlagen, Barsalden und andere Guthaben der Gesellschaft, die nicht auf die Währung lauten, in welcher der Wert der verschiedenen Serien ausgedrückt ist, werden bewertet, nachdem die am Tag und zur Stunde der Ermittlung des Vermögenswertes der Aktien gültigen Wechselkurse berücksichtigt worden sind, und
- c) alle an einem Bewertungstag getätigten Käufe und Verkäufe von Wertpapieren durch die Gesellschaft werden weitestgehend berücksichtigt.

**Art. 24.** Falls die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, ist der pro-Aktie Preis, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, gleich dem Inventarwert wie in dieser Satzung für die jeweilige Aktienkategorie definiert ist, zuzüglich eines Betrags, den der Verwaltungsrat für Steuern und Kosten als angemessen betrachtet (einschliesslich aller Stempelgebühren und anderer Steuern, staatlicher Abgaben, Bank- und Maklergebühren, Überweisungskosten, Kosten für Eintragung und andere Unkosten auf Abgaben) («Transaktionskosten»), die fällig wären, falls alle Vermögenswerte der Gesellschaft, die für die Bewertung des Vermögens berücksichtigt werden, erworben werden müssten; ausserdem werden alle Faktoren berücksichtigt, die nach Ermessen des Verwaltungsrats nach Treu und Glauben zu berücksichtigen sind; der auf diese Weise erhaltene Preis kann nach unten auf die nächste Einheit der Währung abgerundet werden, auf welche die betreffende Aktienkategorie lautet, in welchem Fall dieser Betrag von der Gesellschaft für die betroffene Aktienkategorie zurückbehalten werden kann, einschliesslich aller Gebühren, die in der Verkaufsdokumentation enthalten sind; der derart erhaltene Preis kann auf die nächste ganze Währungseinheit aufgerundet werden. Alle Vergütungen an Vertreter, die mit dem Verkauf von Aktien beauftragt sind, werden aus dieser

Gebühr gezahlt. Der auf diese Weise ermittelte Preis ist innerhalb von 7 Bankgeschäftstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar, an welchem der Zeichnungsantrag angenommen wurde oder in einem kürzeren Zeitraum, wie der Verwaltungsrat zeitweise bestimmt.

Der Zeichnungspreis kann zu den vom Verwaltungsrat festzulegenden Bedingungen, vorbehaltlich der gesetzlichen Bestimmungen und falls die eingebrachten Wertpapiere der Anlagepolitik des Fonds angepasst sind, durch Sacheinbringung beglichen werden; jede solche Einbringung wird Gegenstand eines Bewertungsberichts seitens eines Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft.

**Art. 25.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Die Rechnungslegung der Gesellschaft ist in USD ausgedrückt. Falls verschiedene Aktienkategorien bestehen, wie in Artikel fünf dieser Satzung vorgesehen ist, und falls die Rechnungslegung dieser Kategorien auf verschiedene Währungen lautet, werden diese Konten in USD konvertiert und für die gesamte Rechnungslegung der Gesellschaft zusammerechnet.

**Art. 26.** Die Generalversammlung der Aktionäre beschliesst auf Vorschlag des Verwaltungsrats in jeder Aktienkategorie über die Verwendung des Jahresgewinns und in welchem Masse andere Ausschüttungen vorgenommen werden sollen.

Jeder Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, die über die Ausschüttung von Dividenden auf die Aktien einer Aktienkategorie befindet, hat zuvor von den Aktionären dieser Aktienkategorie gebilligt zu werden, die mit derselben Mehrheit wie vorstehend abstimmen.

Im Rahmen der vom Gesetz vorgesehenen Bestimmungen können Zwischendividenden auf die Aktien einer Aktienkategorie aus dem ihr zuzuteilenden Vermögen auf Beschluss des Verwaltungsrats ausgezahlt werden.

Falls das Kapital der Gesellschaft unterhalb das vom Gesetz vorgeschriebene Mindestkapital fallen sollte, werden keine Ausschüttungen vorgenommen.

Die erklärten Dividenden werden in der Währung zu den Zeiten und an den Orten vorgenommen, wie vom Verwaltungsrat bestimmt.

Die Dividenden können ausserdem in jeder Aktienkategorie eine Entnahme auf einem Ausgleichskonto beinhalten, das für eine derart bestimmte Kategorie eingerichtet werden kann und in diesem Fall und für die betroffene Aktienkategorie nach der Aktienaussgabe gutgeschrieben und in der Folge der Aktienrücknahme mit einem Betrag belastet wird, der auf der Grundlage des Anteils der gesammelten Erträge berechnet wird, der diesen Aktien entspricht.

**Art. 27.** Die Gesellschaft kann eine oder mehrere Verwaltungs- oder Beratervereinbarungen mit einer oder mehreren Gesellschaften (hiernach die «Anlageberater») abschliessen, gemäss welcher/welchen diese Gesellschaften der Gesellschaft für ihren Wertpapierbestand Beratung und Beistand leisten. Falls diese Vereinbarung aus irgendeinem Grund beendet wird, wird die Gesellschaft ohne Verzögerung ihren Namen auf Antrag der Anlageberater ändern und einen Namen annehmen, der demjenigen, der in Artikel eins gegenwärtiger Satzung aufgeführt ist, nicht ähnlich ist.

Die Anlageberater sind zu einer jährlichen Beratergebühr für geleistete Dienste berechtigt; diese Gebühr ist jährlich durch die Gesellschaft zu zahlen und besteht aus einem Betrag, der zeitweise vom Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt wird, ohne jedoch 1,25% des durchschnittlichen Nettovermögenswertes der Aktienkategorie zu übersteigen, wie vorstehend bestimmt. Der Satz dieser Gebühr kann zeitweise im Einvernehmen zwischen dem Verwaltungsrat und den Anlageberatern abgeändert werden; jedoch tritt eine Steigerung über den vereinbarten Höchstsatz hinaus nur in Kraft nachdem alle Aktionäre der Gesellschaft durch eine Mitteilung einen Monat vor der Erhöhung von dieser in Kenntnis gesetzt wurden. Aktionäre, die mit dieser Änderung nicht einverstanden sind, können während dieses Monats den gebührenfreien Rückkauf ihrer Aktien verlangen.

Der Verwaltungsrat hat darauf zu achten, dass jede Vereinbarung, welche die Art der Dienstleistung seitens der Anlageberater oder durch jeden anderen Berater festlegt oder regelt, eine Beschränkung enthält, die bewirkt, dass die Anlageberater oder jeder andere Berater und verbundene Personen weder mit der Gesellschaft über die Verkäufe und Käufe von Wertpapieren durch die Gesellschaft handeln können noch anderswie mit der Gesellschaft ohne die Zustimmung des Verwaltungsrats als Gegenpartei auftreten können.

Mit Ausnahme der Abmachungen, die vor oder während der Anfangszeichnung der Aktien bei der Öffentlichkeit getroffen werden könnten, sind die Barmittel, die Teil des Vermögens der Gesellschaft sind, bei der Depotbank hinterlegt oder sonstwie der Depotbank oder jeder anderen Person anvertraut und tragen Zinsen zu einem Satz, der mindestens gleich demjenigen ist, der gemäss normaler Bankpraxis auf eine Einlage in derselben Form in der jeweiligen Bezeichnung angewandt würde.

Die Gesellschaft schliesst einen Depotbankvertrag und eine Zahlstellenvereinbarung mit einer Bank ab, die den Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen (die «Depotbank») Genüge tut. Alle Wertpapiere und Barmittel der Gesellschaft werden voll oder auf Order der Depotbank verwahrt, die gegenüber der Gesellschaft und ihren Aktionären gemäss den gesetzlichen Vorschriften verantwortlich zeichnet. Die der Depotbank zu zahlende Vergütung wird in der Verwahrvereinbarung festgehalten.

Falls die Depotbank sich aus der Vereinbarung zurückziehen möchte, hat der Verwaltungsrat das Notwendigste zu veranlassen, um eine Gesellschaft zu bestellen, die als Depotbank handelt und der Verwaltungsrat bestellt diese Gesellschaft für das Amt einer Depotbank anstelle der austretenden Depotbank. Der Verwaltungsrat widerruft die Depotbank nicht solange keine andere Depotbank gemäss diesen Regeln bestellt wurde, um an deren Stelle zu handeln.

**Art. 28.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche Personen oder Rechtspersönlichkeiten sein können), die von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden, die ihre Vollmachten und ihre Vergütung festlegt. Der Nettoliquidationserlös in jeder Kategorie wird von den Liquidatoren an die Aktionäre jeder Kategorie im Verhältnis zur Anzahl Aktien ausgezahlt, die sie in dieser Kategorie besitzen.

**Art. 29.** Diese Satzung kann zu gegebener Zeit und an gegebenem Ort von einer Generalversammlung der Aktionäre vorbehaltlich der von den Luxemburger Gesetzen vorgesehenen Beschlussfähigkeits- und Abstimmungsbedingungen abgeändert werden.

Jede Änderung, welche die Rechte der Besitzer von Aktien einer Kategorie gegenüber denjenigen einer anderen Kategorie beeinträchtigt, unterliegt ausserdem den Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsbestimmungen dieser Aktienkategorien.

**Art. 30.** Für alle Punkte, die nicht von gegenwärtiger Satzung geregelt sind, haben die Parteien sich auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen zu beziehen.

#### *Übergangsbestimmungen*

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag und endet am einunddreissigsten Dezember zweitausend.
- 2) Die erste Generalversammlung findet am letzten Montag des Monats April im Jahre zweitausendeins statt.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Das Anfangskapital der Gesellschaft ist auf fünfunddreissigtausend Euro (35.000,- EUR) festgelegt und dargestellt von dreihundertfünfzig (350) Aktien ohne Nennwert.

Nachdem die Satzung der Gesellschaft auf diese Weise festgelegt ist, erklären die Erschienenen, die Aktien wie folgt zu zeichnen:

- |  |     |
|--|-----|
| 1) RIEDWEG & HROVAT AG Vermögensverwaltung und Finanzberatung: |     |
| dreihundertneunundvierzig Aktien                               | 349 |
| 2) Herr Patrick Schott: eine Aktie                             | 1   |
| Total: dreihundertfünfzig Aktien                               | 350 |

Sämtliche Aktien wurden in bar eingezahlt, so dass der Betrag von fünfunddreissigtausend Euro (35.000,- EUR) ab sofort der Gesellschaft zur freien Verfügung steht, wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

#### *Bestätigung*

Der unterzeichnete Notar stellt fest, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, ausser wenn sie vom Gesetz vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen abgeändert sind, erfüllt sind.

#### *Schätzung der Kosten*

Die vorgenannten Personen erklären, dass sich die Kosten, Auslagen, Vergütungen und Spesen aller Art, die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung erwachsen, auf ungefähr zweihunderttausend Luxemburger Franken (200.000,- LUF) belaufen.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung*

Alsdann sind die erwähnten Personen, welche die Gesamtheit des gezeichneten Kapitals vertreten und sich als gültig zusammengerufen betrachten, zu einer aussergewöhnlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Nachdem sie sich als gehörig einberufen erkannt haben, haben sie einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Folgende Personen wurden zu Verwaltungsratsmitgliedern ernannt:

Verwaltungsratsvorsitzender:

Herr Andrej Hrovat, RIEDWEG & HROVAT AG, Vermögensverwaltung und Finanzberatung, CH-4020 Basel, Grellingerstrasse 9.

Verwaltungsratsmitglieder:

Herr Patrick Kissling, RIEDWEG & HROVAT AG, Vermögensverwaltung und Finanzberatung, CH-4020 Basel, Grellingerstrasse 9.

Herr Frédéric Fasel, stellvertretender Direktor, BANQUE PICTET (LUXEMBOURG), Luxemburg, 1, boulevard Royal,

Herr Pierre-Alain Eggly, Vize-Direktor, BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., Luxemburg, 1, boulevard Royal,

Herr Patrick Schott, stellvertretender Direktor, BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., Luxemburg, 1, boulevard Royal.

Sie werden für einen Zeitraum von einem Jahr bestellt; ihr Mandat läuft bei der Generalversammlung von 2001 ab.

- 2) Es wurde zum Wirtschaftsprüfer ernannt:

DELOITTE & TOUCHE, mit Sitz in L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.

Er wird für einen Zeitraum von einem Jahr bestellt; sein Mandat läuft bei der Generalversammlung von 2001 ab.

- 3) Die Generalversammlung ermächtigt den Verwaltungsrat, einzelne Aufgaben der Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates zu übertragen.

- 4) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, 1, boulevard Royal.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Auslegung alles Vorstehenden an die Komparenten, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J. Mossong, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2000, vol. 125S, fol. 43, case 9. – Reçu 50.000 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 8. August 2000.

F. Baden.

(43269/200/639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2000.



**DRESDNER RCM EUROPEAN BOND FUND.****AMENDMENT TO THE MANAGEMENT REGULATIONS**

Upon decision of the Board of Directors of DRESDNER RCM EUROPEAN BOND FUND MANAGEMENT S.A. (the «Management Company»), acting as Management Company of DRESDNER RCM EUROPEAN BOND FUND and with the approval of SAKURA BANK (LUXEMBOURG) S.A. (the «Resigning Custodian») and NOMURA BANK (LUXEMBOURG) S.A. (the «New Custodian»), the Management Regulations of DRESDNER RCM EUROPEAN BOND FUND shall be amended as follows:

In article 1. and article 3. of the Management Regulations, the references to SAKURA BANK (LUXEMBOURG) S.A. shall be replaced by NOMURA BANK (LUXEMBOURG) S.A.

This amendment to the Management Regulations will come into effect five days after its publication in the Luxembourg Mémorial.

Luxembourg, as of 11th August, 2000.

NOMURA BANK (LUXEMBOURG) S.A.	SAKURA BANK (LUXEMBOURG) S.A.	DRESDNER RCM EUROPEAN BOND FUND MANAGEMENT S.A.
Signatures	Signature	Signature

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 2000, vol. 541, fol. 5, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44607/260/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2000.

**SEB LUX EQUITY FUND, Fonds Commun de Placement.**

La société de gestion a décidé, en accord avec la banque dépositaire, d'apporter la modification suivante au règlement de gestion du fonds commun de placement luxembourgeois SEB LUX EQUITY FUND. Cette modification prend effet au 4 septembre 2000.

Referring to the version dated July 1, 1999, the following modification has been brought about:

Modification of article 13 «Management Fee» by making reference to the management fee of the new sub-fund SEB LUX EQUITY FUND - Opportunity Europe which will be stipulated as follows:

**«Art. 13. Management Fee.**

The Management Company is entitled to a commission at an annual rate of 1.50 % on all Sub-Fund, except for the Opportunity Europe Sub-Fund where the commission is fixed at an annual rate of 1.75 %. This fee is based on the net assets of each relevant Sub-Fund. A twelfth of this rate being payable at the end of each month and based on the net assets of each Sub-Fund of the last valuation of the respective month.»

Luxembourg, August 9, 2000.

SEB PRIVATE BANK S.A. The Depositary Bank Signatures	SEB LUX EQUITY FUND MANAGEMENT COMPANY The Management Company Signatures
--	---

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 2000, vol. 541, fol. 5, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44709/255/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2000.

**BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 24, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 10.383.

L'an deux mille, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., (la «Société»), ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 24, boulevard Royal, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 10.383, constituée sous la dénomination de BANQUE COMMERCIALE, Société Anonyme suivant acte notarié en date du 28 mai 1921, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 24 du 16 juin 1921. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 3 juin 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 566 du 16 octobre 1997.

L'assemblée générale est ouverte à dix-sept heures sous la présidence de Monsieur Pierre Schneider, administrateur-délégué, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Anne Kayser, conseiller juridique, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée générale choisit comme scrutateurs Monsieur Joseph Winandy, membre du comité de direction PARIBAS LUXEMBOURG, demeurant à Luxembourg et Monsieur Yvan Juchem, chargé de mission auprès du directeur général, PARIBAS LUXEMBOURG, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Approbation de la fusion de la BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. et de la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG S.A., en abrégé PARIBAS LUXEMBOURG, en conformité avec le projet de fusion du 5 juin 2000.

2. Transfert par la Société de tous ses actifs et passifs à PARIBAS LUXEMBOURG.
3. Décision de procéder à une dissolution sans liquidation de la Société.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Divers.

II. - Que la présente assemblée générale a été convoquée par courrier express en date du 7 juillet 2000.

III. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées et validées par les comparants.

IV. - Que la présente assemblée générale, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V. - Que les dispositions relatives aux fusions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales («LSC»), ont été respectées savoir:

1. Publication du projet de fusion établi par les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 16 juin 2000, soit un mois avant la date des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Etablissement d'un rapport écrit par les conseils d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent expliquant et justifiant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions.

3. Etablissement d'un rapport daté du 16 juin 2000 par un réviseur d'entreprises indépendant commun pour la société absorbée et pour la société absorbante à savoir KPMG AUDIT nommé suivant une ordonnance du 16 juin 2000.

4. Dépôt des documents exigés par l'article 267 LSC au siège social des deux sociétés un mois avant la date de la tenue des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents restera annexée aux présentes.

L'assemblée générale, après avoir discuté le projet de fusion et sur le vu des documents énumérés ci-avant, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale approuve le projet de fusion entre la Société et la société anonyme PARIBAS LUXEMBOURG, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 10A, boulevard Royal (R.C. B 6.754) tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les organes de la Société.

Conformément à l'article 266 LSC, le projet de fusion a fait en date du 16 juin 2000 l'objet d'un examen de KPMG AUDIT, réviseur d'entreprises, Luxembourg, nommé comme expert unique pour les deux sociétés qui fusionnent suivant ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal de Commerce de Luxembourg.

Ce rapport conclut que les méthodes d'évaluation retenues par les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent sont adéquates dans les circonstances telles que décrites par les administrateurs et que la parité d'échange calculée est pertinente et raisonnable étant donné les circonstances. Une copie de ce rapport restera annexé aux présentes.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale constate que suite à la résolution ci-avant et sous la condition de l'approbation du projet de fusion par la société absorbante en date de ce jour, l'intégralité du patrimoine de la société absorbée est transféré à la société absorbante, tant activement que passivement, avec effet comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2000.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale constate que suite aux décisions concordantes des deux sociétés qui participent à la fusion, BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. est dissoute sans liquidation et cesse d'exister à partir de ce jour.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale donne décharge aux administrateurs de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

#### *Constatation*

Le notaire soussigné, conformément à l'article 271, alinéa 2, de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, a vérifié et atteste par les présentes l'existence et la légalité du projet de fusion et de tous autres actes et formalités incombant à la Société en rapport avec la présente fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en français, suivi d'une version anglaise. Sur demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

L'acte ayant été lu aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état civil et demeure, les comparants ont signé avec le notaire, le présent acte.

#### **Suit la traduction anglaise du procès-verbal qui précède:**

In the year two thousand, on the seventeenth day of July.

Before Maître Frank Baden, notary, residing at Luxembourg.

There convened:

The general meeting of shareholders of the public limited company («société anonyme») BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. (the «Company») having its registered office at L-2449 Luxembourg, 24, boulevard Royal registered at the companies Register of Luxembourg under the number B 10.383, incorporated under the name of BANQUE COMMERCIALE, Société Anonyme pursuant to a notarial deed on the 28 May 1921, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 24 of 16 June 1921. The articles of incorporation have been amended several times and most recently on 3 June 1997 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 566 of 16 October 1997.

The meeting was opened at 5.00 p.m. with Mr Pierre Schneider, administrateur-délégué, residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Ms Anne Kayser, conseiller juridique, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineers Mr Joseph Winandy, membre du comité de direction, residing in Luxembourg and Mr Yvan Juchem, chargé de mission auprès du directeur général, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

1. Approval of the merger of BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. and BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG S.A., PARIBAS LUXEMBOURG in abbreviated form, in accordance with the merger project of 5 June 2000.

2. Contribution by the Company of all the assets and liabilities to PARIBAS LUXEMBOURG.

3. Decision to proceed to a dissolution without liquidation of the Company.

4. Discharge to the directors.

5. Further matters.

II. - That all the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting of shareholders has been convened by express mail dated 7 July 2000.

III. - That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV. - That the meeting represents the whole share capital, as a consequence the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

V. - That the provisions relating to mergers of the law of 10 August 1915, as amended, relating to commercial companies («LCC»), have been respected:

1. Publication of the merger project, established by the boards of directors of the merging companies, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 16 June 2000, that is one month before the day of the general meetings called to reach a decision on the merger project.

2. Drawing up of a written report by the boards of directors of each of the merging companies to explain and justify the merger project and, in particular, the share exchange ratio.

3. Drawing up of a report dated 16 June 2000 by an independent joint auditor for the absorbed company and the absorbing company, namely KPMG AUDIT, appointed by an decision of 16 June 2000.

4. Filing of the documents required by article 267 LCC at the registered office of the companies one month before the day on which the general meetings are held in order for them to be examined by the shareholders.

A certificate testifying the filing of these documents shall remain attached to these minutes.

The general meeting, having discussed the merger project and reviewed of the above-mentioned documents, unanimously passed the following resolutions:

#### *First resolution*

The general meeting approves the merger project between the Company and the public limited company («société anonyme») PARIBAS LUXEMBOURG, having its registered office in L-2449 Luxembourg, 10A, boulevard Royal (R.C. B 6.754), such as this merger project has been published and approved by the board of directors of the Company.

In accordance with article 266 LSC, the merger project was examined on 16 June 2000 by KPMG AUDIT, auditors, Luxembourg, appointed as sole auditor for the absorbing and the absorbed companies. This report concludes that the valuation methods applied by the Board of Directors of the merging companies are justified under the circumstances described by the Directors and that the calculated exchange rate is justified and reasonable under these circumstances. A copy of this report remains attached to these minutes.

#### *Second resolution*

The general meeting of shareholders notes that following the above-mentioned resolution and subject to the approval of the merger by the absorbing Company on this day, all assets and liabilities of the absorbed company are contributed to the absorbing company, actively and passively, with accountable effect as of 1 January 2000.

#### *Third resolution*

The general meeting notes that following the agreeing resolutions of both merging companies, BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A. is dissolved without liquidation and ceases to exist as of today.

#### *Fourth resolution*

The general meeting of shareholders resolves to grant discharge to the directors of the Company for the execution of their mandates until this day.

*Declaration*

The undersigned notary, in accordance with article 271, paragraph 2 of the law of 10 August 1915, as amended, relating to commercial companies, declares that he has verified and attests the existence and legality of the merger project and of all other deeds and formalities imposed to the Company by the Law on commercial companies.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in French followed by an English translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French version, the French version shall prevail.

Done and executed in Luxembourg, on the date as above.

The deed having been read to the parties, all known by their surnames, usual first names, civil status and residences to the notary, the parties have signed this deed together with the notary.

Signé: P. Schneider, A. Kayser, J. Winandy, Y. Juchem, F. Baden

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2000, vol. 6CS, fol. 2, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé):* J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2000.

F. Baden.

(41764/200/175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2000.

**HIFI-VIDEO INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 50, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 13.381.

L'an deux mille, le treize avril.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster.

A comparu:

La société à responsabilité limitée HIFI INTERNATIONAL, S.à r.l., ayant son siège social à L-1740 Luxembourg, 132, rue de Hollerich,

ici représentée par Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg, le 15 mars 2000.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, par son représentant susnommé, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée HIFI-VIDEO INTERNATIONAL, S.à r.l., ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 50, avenue de la Gare, R.C. Luxembourg section B numéro 13.381, a été constituée originellement sous la forme d'une société anonyme et sous la dénomination de DISC HIFI S.A. suivant acte reçu par Maître Tom Metzler, notaire alors de résidence à Redange/Attert, en date du 9 septembre 1975, publié au Mémorial C numéro 238 du 19 décembre 1975, et transformée en une société à responsabilité limitée, par acte du notaire instrumentant, contenant changement de la dénomination en HIFI-VIDEO INTERNATIONAL, S.à r.l., du 22 juillet 1986, publié au Mémorial C numéro 299 du 23 octobre 1986, dont les statuts ont été modifiés par actes du notaire instrumentant:

- en date du 10 mai 1988, publié au Mémorial C numéro 212 du 5 août 1988,
- en date du 23 décembre 1988, publié au Mémorial C numéro 113 du 26 avril 1989;
- en date du 8 février 1993, publié au Mémorial C numéro 249 du 27 mai 1993;
- et en date du 30 juin 1998, publié au Mémorial C numéro 721 du 6 octobre 1998.

- Que la comparante est la seule et unique associée actuelle de ladite société et qu'elle a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associée unique constate que suivant convention de cession de parts sociales sous seing privé du 15 décembre 1999, la société anonyme PHOTO HALL S.A., ayant son siège social à B-1190 Bruxelles, 36, rue de Lusambo (Belgique), a cédé ses trois cents (300) parts sociales d'une valeur nominale de deux mille francs (2.000,- LUF) chacune dans la prédite société HIFI-VIDEO INTERNATIONAL, S.à r.l. à la société à responsabilité limitée HIFI INTERNATIONAL, S.à r.l., prédésignée.

Cette cession de parts a été acceptée conformément à l'article 1690 du Code civil.

*Deuxième résolution*

A la suite de la cession de parts sociales ci-avant constatée, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Les trois cents (300) parts sociales entièrement libérées de deux mille francs (2.000,- LUF) chacune sont détenues par la société à responsabilité limitée HIFI INTERNATIONAL, S.à r.l., ayant son siège social à L-1740 Luxembourg, 132, rue de Hollerich.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.»

*Troisième résolution*

L'associée unique décide d'ajouter un nouvel alinéa à la fin de l'article treize des statuts ayant la teneur suivante:  
**«Art. 13. (dernier alinéa).** La gérance est autorisée à verser des acomptes sur dividendes.»

*Frais*

Tous les frais et honoraires des présentes, évalués à la somme de vingt mille francs, sont à charge de la société, et les associés s'y engagent personnellement.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Marx, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 avril 2000, vol. 510, fol. 31, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 mai 2000.

J. Seckler.

(26001/231/63) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**HIFI-VIDEO INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 50, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 13.381.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 mai 2000.

J. Seckler.

(26002/231/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**IAKO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.

R. C. Luxembourg B 37.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 12 mai 2000, vol. 536, fol. 70, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2000.

IAKO S.A.  
Signature

(26004/545/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**I.B.S. COMPTA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R. C. Luxembourg B 74.307.

L'an deux mille, le quatorze avril.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme I.B.S. COMPTA S.A., ayant son siège social à L-3488 Dudelange, 36, rue de l'Hôpital, R.C. Luxembourg section B numéro 74.307, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 janvier 2000, en voie de publication au Mémorial C, avec un capital social d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Saïd El Gourari, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Houda Abidi, employée privée, demeurant à Metz (France).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Claude Karp, directeur de société, demeurant à Dudelange.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour*

1. - Transfert du siège social de Dudelange à L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
2. - Modification afférente de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire de la société de Dudelage à L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

*Deuxième résolution*

Suite à la résolution qui précède l'assemblée décide de modifier le deuxième alinéa de l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>. (alinéa 2).** Le siège social est établi à Luxembourg.»

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes, s'élève approximativement à vingt mille francs.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: S. El Gourari, H. Abidi, C. Karp, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 avril 2000, vol. 510, fol. 32, case 4. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé):* G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 mai 2000.

J. Seckler.

(26005/231/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**I.B.S. COMPTA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R. C. Luxembourg B 74.307.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 mai 2000.

J. Seckler.

(26006/231/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**INTERNATIONAL SHOE TRADING, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

R. C. Luxembourg B 56.933.

L'an deux mille, le quatorze avril.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster.

Ont comparu:

1. - Monsieur Ronny Roger Martin Spiekermann, indépendant, demeurant à B-1357 Helecine, 7, rue H. Vollon,
2. - La société SHOE BOX INTERNATIONAL INC. ayant son siège social à DE 19901 Dover, 30, Old Rudnick Lane, ici représentée par Monsieur Ronny Roger Martin Spiekermann, indépendant, demeurant à B-1357 Helecine, 7, rue H. Vollon.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée INTERNATIONAL SHOE TRADING, R.C. Luxembourg section B numéro 56.933, ayant son siège social à L-4081 Esch-sur-Alzette, 9, rue Dicks, a été constituée suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 19 novembre 1996, publié au Mémorial C numéro 55 du 6 février 1997.

- Que le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,- LUF), divisé en cinq cents (500) parts sociales de mille francs (1.000,- LUF) chacune, entièrement libérées,

- Que le comparant sub 1.- est le seul et unique associé actuel de ladite société et que les comparants ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Monsieur Ronny Roger Martin Spiekermann, cède par les présentes toutes les cinq cents parts sociales qu'il détient dans la prédite société à la société SHOE BOX INTERNATIONAL INC., représentée comme dit ci-avant, préqualifiée, qui accepte.

Cette cession de parts est approuvée conformément à l'article 8 des statuts et l'associé la considère comme dûment signifiée à la société, conformément à l'article 1690 du code civil et à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le cessionnaire susdit, est propriétaire des parts sociales lui cédées à partir de ce jour.

*Deuxième résolution*

A la suite de la cession de parts sociales ci-avant mentionnée, l'article quatre (4) des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 4.** Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,- LUF), représenté par cinq cents (500) parts sociales de mille francs (1.000,- LUF) chacune, entièrement libérées.

Toutes les parts sociales ont été souscrites par la société SHOE BOX INTERNATIONAL INC. ayant son siège social à DE 19901 Dover, 30, Old Rudnick Lane.»

*Troisième résolution*

Le siège social est transféré de L-4081 Esch-sur-Alzette, 9, rue Dicks à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling et par conséquent l'article trois des statuts aura la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

*Quatrième résolution*

La démission de Monsieur Ronny Roger Martin Spiekermann, indépendant, demeurant à B-1357 Helecine, 7, rue H. Vollon, comme gérant de la société est acceptée et décharge lui est donnée pour l'exécution de son mandat.

Est nommée nouvelle gérante la société SHOE BOX INTERNATIONAL Inc., ayant son siège social à DE 19901 Dover, 30, Old Rudnick Lane. La société est engagée par la signature individuelle du gérant.

*Frais*

Tous les frais et honoraires des présentes, évalués à la somme de trente mille francs, sont à charge de la société, et l'associé s'y engage personnellement.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. Spiekermann, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 avril 2000, vol. 510, fol. 31, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 mai 2000.

J. Seckler.

(26009/231/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**INTERNATIONAL SHOE TRADING, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

R. C. Luxembourg B 56.933.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 mai 2000.

J. Seckler.

(26010/231/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**LEVENS ADMINISTRATION OFFICE S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 57.118.

In the year two thousand, on April 14.

Before Us, Maître Jacques Delvaux, notary residing at Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of LEVENS ADMINISTRATION OFFICE S.A., a société anonyme having its registered office at 54, boulevard Napoleon 1<sup>er</sup>, L-2210 Luxembourg, incorporated on November 20, 1996 by a deed of Maître Gerard Lecuit, notary residing in Hesperange, deed published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 85 of February 22, 1997, deed modified by the same notary on December 5, 1997, modification published in Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C 1998, page 10.452.

The meeting is presided by Mr Peter Johannes Maria Van Den Brink, manager trust, residing in Lorenzweiler, who appoints as secretary Mr Joseph Octave Hubert Van Cruyten, employee, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Loredana Fatone, employee, residing in Luxembourg.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies will be registered with this deed.

II. That it appears from the attendance list, that all the 70,076 (seventy thousand and seventy-six) shares are represented. The meeting is therefore regularly constituted without any convocation and can validly deliberate and decide on the aforesaid agenda of the meeting of which the shareholders have been informed before the meeting.

III. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Transfer of the registered office of the company from its current address to route d'Arlon 106, L-8210 Mamer.
2. Resignation of Mr B. Bernard, Mr P. Marx and Mr A. Wilwert as directors of the company.

3. Appointment of F. van Lanschot Management S.A., F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A. and HARBOUR TRUST AND MANAGEMENT S.A. as directors of the company.
4. Resignation of INTERAUDIT, S.à r.l. as statutory auditor of the company.
5. Appointment of F. VAN LANSCHOT TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A. as statutory auditor.
6. Amendment of the articles 2, 1st and 2nd paragraphs and 13 of the statutes to adapt them to the resolutions taken on basis of the agenda.
7. Miscellaneous.

After the foregoing is approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

*First resolution*

The assembly decides to move the registered office of the company from its current address to 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer.

*Second resolution*

The assembly accepts the resignation of Mr B. Bernard, Mr P. Marx and Mr A. Wilwert as directors of the company. Discharge for their mandate will be asked at the next general meeting of shareholders approving the annual accounts ending on December 31, 1998.

*Third resolution*

The assembly appoints F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A., F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A. and HARBOUR TRUST AND MANAGEMENT S.A. as directors of the company.

Their mandate is valid till the next general meeting of shareholders approving the annual accounts ending on December 31, 1999.

*Fourth resolution*

The assembly accepts the resignation of INTERAUDIT, S.à r.l. as statutory auditor of the company. Discharge for its mandate will be asked at the next general meeting of shareholders approving the annual accounts ending on December 31, 1998.

*Fifth resolution*

The assembly appoints F. VAN LANSCHOT TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A. as statutory auditor of the company.

Its mandate is valid till the next general meeting of shareholders approving the annual accounts ending on December 31, 1999.

*Sixth resolution*

The assembly decides to amend the articles 2, 1st and 2nd paragraphs and 13 of the statutes in order to adapt them to the resolutions taken on basis of the agenda.

**Art. 2. 1st paragraph.** The registered office of the company is 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer.

**Art. 2. 2nd paragraph** - To be deleted.

**Art. 13.** The annual meeting will be held at the registered office of the company or at any other place specified in the convening notices on the first Monday in September at 11.00 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

*Evaluation, Expenses*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form, whatsoever which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately LUF 35,000.-.

Nothing else being on the agenda, the chairman closes the meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the above appearing people, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Made in Mamer, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction en langue française:**

L'an deux mille, le quatorze avril.

Par-devant, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

Se tient une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société LEVENS ADMINISTRATION OFFICE S.A., une société anonyme, domiciliée au 54, boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>, L-2210 Luxembourg, constituée le 20 novembre 1996 suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C 85 du 22 février 1997, acte modifié en date du 5 décembre 1997, par le même notaire, modification publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C de 1998, page 10.452.

L'assemblée est présidée par Monsieur Peter Johannes Maria Van Den Brink, manager trust, demeurant à Lorenzweiler,

qui nomme comme secrétaire Monsieur Joseph Octave Hubert Van Cruyten, employé, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Mademoiselle Loredana Fatone, employée, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:



I. Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Qu'il résulte de cette liste de présence que toutes les 70.076 (soixante-dix milles soixante-seize) actions émises sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti de se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social de la société de son adresse actuelle au 106 route d'Arlon, L-8210 Mamer.
2. Démission de Messieurs B. Bernard, P. Marx et A. Wilwert de leur fonction d'administrateur de la société.
3. Nomination de F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A., F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A. et HARBOUR TRUST AND MANAGEMENT S.A. en tant qu'administrateur de la société.
4. Démission de Interaudit, S.à r.l. de sa fonction de commissaire aux comptes de la société.
5. Nomination de F. VAN LANSCHOT TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A. en tant que commissaire aux comptes de la société.
6. Modification des articles 2, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> paragraphes et 13 des statuts de la société afin de les adapter aux résolutions prises sur la base de l'agenda de l'assemblée.
7. Divers.

Après délibérations, l'assemblée générale a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle au 106 route d'Arlon, L-8210 Mamer.

*Deuxième résolution*

L'assemblée démet Messieurs B. Bernard, P. Marx et A. Wilwert de leurs fonctions d'administrateurs de la société. Décharge leur sera donnée lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires qui approuve les comptes annuels se terminant le 31 décembre 1998.

*Troisième résolution*

L'assemblée nomme les sociétés F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A., F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A. et HARBOUR TRUST AND MANAGEMENT S.A. aux fonctions d'administrateurs de la société.

Leur mandat est valable jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui approuve les comptes annuels se terminant le 31 décembre 1999.

*Quatrième résolution*

L'assemblée démet INTERAUDIT, S.à r.l. de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société. Décharge lui sera donnée lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires qui approuve les comptes annuels se terminant le 31 décembre 1998.

*Cinquième résolution*

L'assemblée nomme la société F. VAN LANSCHOT TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A. aux fonctions de commissaire aux comptes de la société.

Son mandat est valable jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui approuve les comptes annuels se terminant le 31 décembre 1999.

*Sixième résolution*

Afin d'adapter les statuts aux résolutions prises lors de cette réunion, l'assemblée décide de modifier les articles 2, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> paragraphes et 13 des statuts de la société afin de leur donner la teneur suivante:

**Art. 2. 1<sup>er</sup> paragraphe.** Le siège de la société est établi au 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer.

**Art. 2. 2<sup>ème</sup> paragraphe** - A supprimer.

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le premier lundi du mois de septembre de chaque année à onze heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée est reportée au premier jour ouvrable suivant.

*Evaluation des frais*

Les frais incombant à la société en raison de ces modifications sont estimés à LUF 35.000,-.

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Mamer, à la date en tête des présentes.

Et après lecture aux personnes comparantes qui sont toutes connues du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, elles ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: P. J. M. Van Den Brink, J. O. H. Van Crugten, L. Fatone, J. Delvaux-

Enregistré à Luxembourg, le 21 avril 2000, vol. 123S, fol. 95, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2000.

J. Delvaux.

(26014/208/160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**IFCI FINANCE S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 38.257.

—  
*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration  
tenu au siège social le 14 avril 2000*

Le conseil, après lecture des lettres de démission de Monsieur Gustave Stoffel et de M. Dirk Raeymaekers de leur fonction respective de président du conseil d'administration et d'administrateur, décide d'accepter leurs démissions.

Le conseil nomme comme nouvel administrateur, avec effet au 14 avril 2000, M. Gerd Fricke, employé privé, demeurant à Luxembourg, et M. Georges Chamagne, employé privé, demeurant à Luxembourg; leurs mandats ayant la même échéance que celui de leurs prédécesseurs.

Le conseil décide de nommer M. Germain Birgen en qualité de président du conseil d'administration.

Pour IFCI FINANCE S.A.  
Société Anonyme Holding  
SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE  
Société Anonyme  
Banque domiciliataire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 73, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26007/024/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**LEISURE RESOURCES INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen.  
R. C. Luxembourg B 37.044.

—  
A l'issue de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 27 mars 2000  
le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- M. Fabrice Léonard, Administrateur-Délégué, Luxembourg;
- Mlle Marie-José Sanchez-Diaz, Luxembourg;
- la société INTER-HAUS-LUXEMBOURG S.A., Luxembourg.

Luxembourg, le 8 mai 2000.

Pour extraits conformes et sincères  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 mai 2000, vol. 536, fol. 67, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26013/723/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**MATT-IMMO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1320 Luxembourg, 30, rue de Cessange.  
R. C. Luxembourg B 50.207.

—  
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 avril 2000, vol. 535, fol. 71, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2000.

Signature.

(26024/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**LOCA TRANS INTERNATIONAL IMMO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.  
R. C. Luxembourg B 68.754.

—  
*Extrait des résolutions du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration  
tenue en date du 16 février 2000*

Transfert du siège social:

Par une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 16 février 2000, le conseil d'administration de la société LOCA TRANS INTERNATIONAL IMMO S.A., a décidé de transférer le siège social de la société du 3, route de Holzem, L-8232 Mamer au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2000.

Luxembourg, le 16 février 2000.

Le Conseil d'Administration

B. Baume C. Holemans N. d'Elia M. Degueldre

Enregistré à Luxembourg, le 12 mai 2000, vol. 536, fol. 66, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26016/720/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**LA RISSETTE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5659 Mondorf-les-Bains, route de Burmerange.  
R. C. Luxembourg B 23.238.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille, le dix avril.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster.

A comparu:

Monsieur Claude Ries, restaurateur, demeurant à L-2117 Luxembourg, 5, rue Nicolas Mameranus.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

La société à responsabilité limitée LA RISSETTE, S.à r.l., (R. C. Luxembourg B n° 23.238), avec siège social à L-5659 Mondorf-les-Bains, route de Burmerange, a été constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 mars 1997, publié au Mémorial C, n° 331 du 27 juin 1997, au capital social de cinq cent mille francs (500.000,- LUF), divisé en cinq cents (500) parts sociales de mille francs (1.000,- LUF) chacune, entièrement libérées.

Le soussigné en tant qu'associé unique a décidé de dissoudre la société à responsabilité limitée LA RISSETTE, S.à r.l.

L'associé unique déclare que la liquidation a eu lieu aux droits des parties et est clôturée.

Décharge pleine et entière est accordée au gérant de la société pour l'exécution de son mandat.

Les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant cinq ans au moins à son ancien siège social à L-5974 Itzig, 9, rue de Sandweiler.

*Frais*

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte sont à la charge de la société dissoute.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Ries, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 14 avril 2000, vol. 510, fol. 27, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 mai 2000.

J. Seckler.

(26012/231/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**LuxiPrivilège, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 46.388.

—  
*Extrait du procès-verbal de décisions prises par le Conseil d'administration  
sous la forme circulaire avec effet au 7 mars 2000*

*Première résolution*

Le Conseil prend acte et accepte la démission de Monsieur Gustave Stoffel en tant qu'administrateur de la SICAV avec effet au 7 mars 2000.

*Seconde résolution*

Le Conseil décide de nommer, sous réserve de l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), M. Patrick Ehrhardt comme administrateur en remplacement de M. Gustave Stoffel.

Réquisition pour publication au Mémorial et changement au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour LuxiPrivilège, SICAV

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE

Société Anonyme

Banque Dépositaire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 12 mai 2000, vol. 536, fol. 68, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26019/024/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**NEWPORT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 55.797.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 1998 respectivement au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 11 mai 2000, vol. 536, fol. 63, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2000.

A. Schwachtgen.

(26037/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**LuxiPrivilège Plus, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 63.505.

*Extrait du procès-verbal de décisions prises par le Conseil d'administration  
sous la forme circulaire avec effet au 7 mars 2000*

*Première résolution*

Le Conseil prend acte et accepte la démission de Monsieur Gustave Stoffel en tant qu'administrateur de la SICAV avec effet au 7 mars 2000.

*Seconde résolution*

Le Conseil décide de nommer, sous réserve de l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), M. Gilbert Wolter comme administrateur en remplacement de M. Gustave Stoffel.

Réquisition pour publication au Mémorial et changement au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour extrait conforme  
Pour LuxiPrivilège Plus, SICAV  
SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE  
Société Anonyme  
Banque Dépositaire  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 12 mai 2000, vol. 536, fol. 68, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26020/024/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**MAKIBOA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 60.514.

*Conseil d'administration*

à biffer: – Mme Elisabeth Gasparoux;  
– M. Nicolas Mercier;  
– M. Michel Mary;  
– M. Joachim Oulbane.

à inscrire: – Mlle Marie Thérèse Guignard, demeurant à F-33470 Gujan-Mestras, 23, allée Charles Daubigny;  
– M. Robert Fossat, demeurant à F-75013 Paris, 27, place Jeanne d'Arc;  
– M. Joël Emile Poubennec, demeurant à F-75011 Paris, 25, rue de la Folie Mericourt,  
en tant qu'Administrateur-Délégué de la société.

*Commissaire aux comptes*

à inscrire: INTERNATIONAL NET LTD, ayant son siège social à Tortola, BVI.

*Siège social*

à inscrire: 29, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 mai 2000.

Pour réquisition  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 74, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26021/784/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**SEAMAX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1342 Luxembourg, 42, rue de Clausen.

*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée extraordinaire du 1<sup>er</sup> avril 2000*

\* La gestion journalière et la représentation de la Société est confiée à M. R. Van Herck, il portera le titre d'administrateur-délégué.

\* Nomination de Mme Natale Antonella et M. L. Staut à la fonction d'administrateur.

\* Nomination de LMS S.A., dans le cadre de la loi maritime, à la fonction de «dirigeant maritime».

\* Transfert du siège social de la société au 42, rue de Clausen, L-1342 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'administrateur-délégué  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2000, vol. 536, fol. 61, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26078/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**MECAN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7410 Angelsberg, 8, route de Mersch.  
R. C. Luxembourg B 47.927.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société qui s'est tenue au siège en date du 7 avril 2000:

que MM. Nicolas Lehnen, Alex Riwers et Robert Lemmer ne sont plus administrateurs de la société, le mandat du premier ayant été révoqué, les deux derniers ayant démissionné au cours de l'assemblée;

que, par vote spécial, il leur a été accordé décharge pleine et entière;

que l'assemblée a décidé de fixer le nombre des administrateurs à quatre;

que l'assemblée a nommé administrateurs les personnes suivantes:

a) Monsieur Victor Feyder, viculteur, demeurant à L-6685 Mertert, 14, rue du Port;

b) Monsieur Victor Georges, cultivateur, demeurant à L-3341 Huncherange, 12, rue de l'Eglise;

c) Monsieur Léon Meyers, cultivateur, demeurant à L-9640 Boulaide, 14, rue Romaine;

d) Monsieur Joseph Jungen, directeur de sociétés, demeurant à L-4986 Sanem, 27, rue du Moulin.

En outre, il résulte du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de la société qui s'est tenue après clôture de l'assemblée générale extraordinaire:

que Monsieur Victor Feyder, prénommé, a été nommé président du conseil d'administration de la société;

que Monsieur Jos. Jungen, prénommé, a été nommé administrateur-délégué de la société qui assurera la gestion journalière avec pouvoir d'engagement par sa seule signature de même qu'il représentera la société en justice;

que MM. Gérard Eischen, employé privé, demeurant au 14, rue des Merisiers à L-8253 Mamer, et Guy Karier, employé privé, demeurant au 16, rue de Rollingen, L-7475 Schoos, ont été nommés fondés de pouvoir qui pourront valablement engager la société, soit par leurs signatures conjointes, soit chacun individuellement avec la signature conjointe de l'administrateur-délégué, tout engagement dépassant les 500.000,- francs nécessitant toujours les signatures conjointes, soit de l'administrateur-délégué, soit de deux administrateurs; il leur est toutefois donné pouvoir d'engager la société par leur signature individuelle pour les besoins de subrogation au profit de l'institut d'affacturage auquel la société a adhéré (EUROLEASE-FACTOR).

Angelsberg, le 7 avril 2000.

Pour extrait conforme et sincère  
des livres de la société et pour réquisition

J. Jungen  
Administrateur-délégué

Enregistré à Mersch, le 27 avril 2000, vol. 125, fol. 76, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(26025/000/35) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**MOUMONT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 13, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 36.855.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 75, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour la société  
Signature

(26028/608/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**MOUMONT S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 13, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 36.855.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2000*

\* Décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions.

\* Les mandats de CORPORATE MANAGEMENT CORP, de CORPORATE COUNSELORS LTD et de CORPORATE ADVISORY SERVICES LTD en tant qu'administrateurs et celui de Monsieur Lex Benoy en tant que commissaire aux comptes ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire statuant sur les comptes de l'exercice se terminant au 31 décembre 2000.

Luxembourg, le 12 mai 2000.

Pour extrait conforme  
Pour la société  
Un mandataire  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 75, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26029/608/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**NESSY HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 64.113.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires  
qui s'est tenue extraordinairement, le 21 avril 2000*

Aucun actionnaire ne s'est présenté ou fait représenter à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de NESSY HOLDING S.A. («la Société»), pour discuter et voter les points suivants portés à l'Ordre du jour:

- accepter la démission de M. Tim van Dijk, 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant qu'Administrateur, avec effet immédiat;
- accepter la démission de LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY LIMITED, Wickams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Island, en tant qu'Administrateur avec effet immédiat;
- accepter la démission de LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant qu'Administrateur et Administrateur-Délégué, avec effet immédiat;
- donner décharge aux Administrateurs et à l'Administrateur-Délégué;
- nommer trois nouveaux Administrateurs, avec effet immédiat;
- accepter la démission de LUXEMBOURG ADMINISTRATION SERVICES LIMITED, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, en tant que Commissaire aux Comptes, avec effet immédiat;
- donner décharge au Commissaire aux Comptes;
- nommer un nouveau Commissaire aux Comptes, avec effet immédiat;
- transférer le siège social de la société, avec effet immédiat;
- divers.

En conséquence, l'Assemblée n'a pu valablement être constituée.

Luxembourg, le 21 avril 2000.

Signature  
Agent Domiciliataire

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 2000, vol. 536, fol. 31, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26031/710/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**NESSY HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 64.113.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires  
qui s'est tenue extraordinairement, le 21 avril 2000*

Suite au courrier du 24 mars dernier, LUXEMBOURG ADMINISTRATION SERVICES LIMITED démissionne de ses fonctions de Commissaire aux Comptes de NESSY HOLDING S.A., qui prendrait effet au jour de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, une Assemblée a été convoquée extraordinairement ce jour en vue de l'acceptation de la démission et de la nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes.

Aucun actionnaire ne s'est présenté. La démission prendra effet ce jour, le 21 avril 2000.

Luxembourg, le 21 avril 2000.

LUXEMBOURG ADMINISTRATION SERVICES LIMITED  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 2000, vol. 536, fol. 31, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26032/710/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**NESSY HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 64.113.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires  
qui s'est tenue extraordinairement, le 21 avril 2000*

Suite au courrier du 24 mars dernier, LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY LTD démissionne de ses fonctions d'Administrateur de NESSY HOLDING S.A., qui prendrait effet au jour de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, une Assemblée a été convoquée extraordinairement ce jour en vue de l'acceptation de la démission et de la nomination d'un nouvel Administrateur.

Aucun actionnaire ne s'est présenté. La démission prendra effet ce jour, le 21 avril 2000.

Luxembourg, le 21 avril 2000.

LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY LIMITED  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 2000, vol. 536, fol. 31, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26033/710/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**NESSY HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 64.113.

—  
*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires  
qui s'est tenue extraordinairement, le 21 avril 2000*

Suite au courrier du 24 mars dernier, Monsieur T. Van Dijk démissionne de ses fonctions d'Administrateur de NESSY HOLDING S.A., qui prendrait effet au jour de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, une Assemblée a été convoquée extraordinairement ce jour en vue de l'acceptation de sa démission et de la nomination d'un nouvel Administrateur.

Aucun actionnaire ne s'est présenté. La démission prendra effet ce jour, le 21 avril 2000.

Luxembourg, le 21 avril 2000.

T. van Dijk.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 2000, vol. 536, fol. 31, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26034/710/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**NESSY HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 64.113.

—  
*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires  
qui s'est tenue extraordinairement, le 21 avril 2000*

Suite au courrier du 24 mars dernier, LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. démissionne de ses fonctions d'Administrateur et d'Administrateur-Délégué de NESSY HOLDING S.A., qui prendrait effet au jour de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, une Assemblée a été convoquée extraordinairement ce jour en vue de l'acceptation de la démission et de la nomination d'un nouvel Administrateur.

Aucun actionnaire ne s'est présenté. La démission prendra effet ce jour, le 21 avril 2000.

Luxembourg, le 21 avril 2000.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 2000, vol. 536, fol. 31, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26035/710/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**NESSY HOLDING S.A., Société Anonyme.**

R. C. Luxembourg B 64.113.

—  
Le siège social de la société au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 21 avril 2000.

Signature

L'agent domiciliataire

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 2000, vol. 536, fol. 31, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26030/710/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**SECURITY CAPITAL EUROPEAN SERVICES S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 58.514.

—  
Following the replacement of Elizabeth Fritz by A. Richard Moore as a Director of SECURITY CAPITAL EUROPEAN SERVICES S.A. with effect from 3 April 2000, the Board of Directors is comprised as follows:

*Board of Directors*

- Mark Duke
- A. Richard Moore
- Nigel H. Pope.

The Company is bound by the sole signature of any one Director.

On behalf of  
SECURITY CAPITAL EUROPEAN SERVICES S.A.

Signature

Director

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 73, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26081/250/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**MEG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R. C. Luxembourg B 49.974.

Le bilan de la société au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2000, vol. 536, fol. 63, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour la société  
Un mandataire  
Signature

(26026/595/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**MEG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R. C. Luxembourg B 49.974.

## EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue en date du 28 avril 2000, que:

- \* Les rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sont approuvés.
- \* L'Assemblée donne décharge aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'à l'exercice clôturé au 31 décembre 1998.
- \* L'Assemblée réélit au poste d'administrateur Monsieur Roberto Piatti, comptable, demeurant à Corso Garibaldi, 49 à I-20121 Milan, Madame Chantal Keereman, juriste, demeurant au 7, Val Sainte Croix à L-1371 Luxembourg, et Madame Corinne Philippe, juriste, demeurant au 7, Val Sainte Croix à L-1371 Luxembourg, et au poste de commissaire aux comptes, Monsieur Lex Benoy, réviseur d'entreprises demeurant au 13, rue Bertholet à L-1233 Luxembourg. Leur mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire qui délibèrera sur les comptes de l'exercice 1999.
- \* Suite à la réduction du capital social de la société, l'Assemblée décide de réduire la réserve légale pour la porter de son montant actuel de LIT 109.631.064,- à LIT 5.000.000,- et d'affecter le montant de LIT 104.631.064,- au poste «réserves extraordinaires».
- \* L'Assemblée autorise le Conseil d'Administration à convertir en Euro, avec une date de prise d'effet à déterminer par ledit Conseil, le capital social actuellement exprimé en LIT, et ce pendant la période transitoire allant du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2001.
- \* L'Assemblée autorise le Conseil d'Administration, avec une date de prise d'effet à déterminer par ledit Conseil, à augmenter le capital souscrit et éventuellement le capital autorisé dans les limites et selon les modalités prévues par la loi relative à la conversion, par les sociétés commerciales, de leur capital en euros, et ce pendant la période transitoire allant du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2001.
- \* L'Assemblée autorise le Conseil d'Administration, avec une date de prise d'effet à déterminer par ledit Conseil, à adapter ou à supprimer la mention de la valeur nominale des actions, et ce pendant la période transitoire allant du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2001.
- \* L'Assemblée autorise le Conseil d'Administration, avec une date de prise d'effet à déterminer par ledit Conseil, à adapter l'article 5 des statuts, et ce pendant la période transitoire allant du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2001.

Luxembourg, le 28 avril 2000.

Pour la société  
Un mandataire  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2000, vol. 536, fol. 64, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26027/595/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**NET DISTRI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 68.257.

*Conseil d'administration*

à biffer: – M. Eric Emirgand, directeur de société, demeurant à F-57950 Montigny-les-Metz, 2, rue du Chemin de Fer.

Luxembourg, le 12 mai 2000.

Pour réquisition  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 74, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26036/784/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---



**OCLIR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1342 Luxembourg, 42, rue de Clausen.  
R. C. Luxembourg B 70.682.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 15 novembre 1999 que le Conseil d'Administration a pris connaissance du décès de leur administrateur Monsieur Pascal Opreel.

Monsieur Domenico Giannessi est nommé nouvel administrateur pour achever le mandat de Monsieur Pascal Opreel. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2000.

Signatures

*Le Conseil d'Administration*

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 75, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(26038/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**OREGON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.  
R. C. Luxembourg B 17.733.

Le bilan au 30 juin 1999, enregistré à Luxembourg, le 10 mai 2000, vol. 536, fol. 54, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2000.

SANNE & CIE, S.à r.l.

Signature

(26040/521/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**O.M.F.B. INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 février 2000*

L'assemblée est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Umberto Bianchi qui désigne comme secrétaire Monsieur John Seil et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Claudio Bonissoni.

Le Président constate que toutes les actions étant représentées, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, tous les actionnaires se reconnaissant valablement convoqués et ayant connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée étant dûment constituée, elle peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.

2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999.

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

4. Nominations statutaires.

5. Autorisation au conseil d'administration, dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social et du capital autorisé en Euro, d'augmenter le capital social et le capital autorisé, d'adapter ou de supprimer la désignation de valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.

6. Divers.

Après avoir examiné les comptes annuels, l'assemblée entend les rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes et, après en avoir délibéré, elle prend, chacune à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Les rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sont acceptés.

2. Les comptes annuels au 31 décembre 1999 sont approuvés.

L'assemblée décide:

- d'allouer ITL 8.300.000 à la réserve légale;

- de distribuer un dividende de ITL 800.000.000 soit ITL 80.000 par action;

- de reporter à nouveau les résultats positifs de ITL 70.071.491.

3. Décharge est accordée aux membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes.

4. Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2000:

Signataire catégorie A:

- Monsieur John Seil

Signataires catégorie B:

- Monsieur Umberto Bianchi, Président;

- Monsieur Claudia Bonissoni;

- Monsieur François Kirschmann.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2000:

- AUDIEX S.A., 57, avenue de la Faïencerie, Luxembourg.

5. Autorisation est accordée au conseil d'administration, dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998, de procéder aux formalités de conversion du capital social et du capital autorisé en Euro, d'augmenter le capital social et le capital autorisé, d'adapter ou de supprimer la désignation de valeur nominale des actions et d'adapter les statuts en conséquence.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le président lève la séance à 12.00 heures.

U. Bianch      C. Bonisconi      J. Seil  
*Le Président      Le Scrutateur      Le Secrétaire*

Enregistré à Mersch, le 12 avril 2000, vol. 125, fol. 71, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur ff. (signé):* Signature.

(26039/228/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**PAGHERA HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 12, rue Goethe.  
 R. C. Luxembourg B 43.877.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 75, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2000.

(26041/065/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**PAGHERA HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 12, rue Goethe.  
 R. C. Luxembourg B 43.877.

*Extrait des résolutions prises dans le cadre de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires  
 tenue de façon extraordinaire en date du 30 mars 2000*

*Sixième résolution*

L'Assemblée décide de confirmer le mandat pour la période expirant à l'Assemblée générale statuant sur l'exercice 1999 aux administrateurs et au commissaire aux comptes suivants:

*Conseil d'administration*

M. Mario Iacopini, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
 M. Alessandro Jelmoni, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
 M. Philippe Pasquasy, juriste, demeurant à Luxembourg;  
 M. Virgilio Ranalli, employé privé, demeurant à Luxembourg.

*Commissaire aux Comptes*

HRT REVISION, S.à r.l., 32, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
 Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 75, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé):* J. Muller.

(26042/065/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**PETRECO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Luxembourg.  
 R. C. Luxembourg B 39.351.

L'an deux mille, le quatre avril.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

La société MELROSE PETROL, G.m.b.H., avec siège social à 1014 Vienne (Autriche), Teinfaltstrasse 4, ici représentée par Monsieur Frank Rollinger, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Vienne, le 1<sup>er</sup> décembre 1999.

Laquelle restera, après avoir été signée ne varietur par le représentant de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- Qu'elle est l'unique associée actuelle de la société à responsabilité limitée PETRECO, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, et inscrite au registre de commerce sous le numéro B 39.351, constituée suivant acte notarié en date du 17 janvier 1992, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 291 du 2 juillet 1992, dont les statuts furent modifiés suivant acte du notaire instrumentant, en date du 8 octobre 1998, publié au Mémorial, Recueil C, numéro 9 du 7 janvier 1999;

- Qu'aux termes d'une cession de parts sous seing privé, intervenue en date du 1<sup>er</sup> décembre 1999 respectivement du 3 décembre 1999, laquelle restera, après avoir été signée ne varietur par le représentant de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles, il a été cédé par MELROSE ENERGY GROUP LIMITED, ayant son siège social à Londres, 1, Portland Place, cinq cents (500) parts sociales à la société MELROSE PETROL, G.m.b.H., préqualifiée, au prix de deux millions trois cent mille dollars des Etats-Unis (2.300.000,- USD), quittancés.

- Que la cessionnaire est devenue propriétaire des parts cédées et est subrogée dans tous les droits et obligations de l'ancien associé, attachés aux parts cédées à partir du 1<sup>er</sup> respectivement 3 décembre 1999.

*Intervention du Gérant*

Ensuite est ici intervenu le gérant de PETRECO S.à r.l., Monsieur David Archer, industriel, demeurant à Aberdeen (Ecosse),

ici représenté en vertu d'une procuration donnée le 3 décembre 1999, par Monsieur Frank Rollinger, prénommé, qui a déclaré accepter, au nom de la société, la cession de parts ci-avant documentée conformément à l'article 1690 du code civil.

Ladite procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le représentant de la comparante et le notaire, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

*Résolutions de l'Associée Unique*

Ensuite, l'associée unique, représenté comme dit ci-avant, a déclaré prendre les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associée unique décide d'accepter la cession de parts ci-avant documentée.

*Deuxième résolution*

En conséquence de ce qui précède, l'associée unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. 1<sup>er</sup> alinéa.** Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,- LUF), représenté par cinq cents parts sociales (500) de mille francs (1.000,- LUF) chacune, qui sont toutes détenues par la société MELROSE PETROL, G.m.b.H., avec siège social à 1014 Vienne (Autriche), Teinfaltstrasse 4.»

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Rollinger, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 17 avril 2000, vol. 5CS, fol. 44, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 10 mai 2000.

G. Lecuit.

(26043/220/55) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**PETRECO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 39.351.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 10 mai 2000.

G. Lecuit.

(26044/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**POLYGRAPHIC SERVICES INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 2 mai 2000*

*Résolution*

L'assemblée donne pouvoir au conseil d'administration de déléguer les pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à Monsieur Alvin Sold, administrateur, demeurant à Esch-sur-Alzette, avec pouvoir de signature individuelle.

Les membres du conseil d'administration présents, délibérant valablement, nomment Monsieur Alvin Sold, préqualifié, à la fonction d'administrateur-délégué, avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.

Pour extrait conforme  
Signatures

Enregistré à Grevenmacher, le 10 mai 2000, vol. 167, fol. 47, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Signature.

(26048/231/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**PRECISION ENGINEERING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 12, rue Goethe.  
R. C. Luxembourg B 65.366.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 75, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2000.

(26049/065/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**PRECISION ENGINEERING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 12, rue Goethe.  
R. C. Luxembourg B 65.366.

*Extrait des résolutions prises dans le cadre de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires  
tenue de façon extraordinaire en date du 30 mars 2000*

*Septième résolution*

L'Assemblée décide de confirmer le mandat pour la période expirant à l'Assemblée générale statuant sur l'exercice 1999 aux administrateurs et au commissaire aux comptes suivants:

*Conseil d'administration*

M. Mario Iacopini, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
M. Alessandro Jelmoni, employé privé, demeurant à Luxembourg;  
M. Philippe Pasquasy, juriste, demeurant à Luxembourg;  
M. Virgilio Ranalli, employé privé, demeurant à Luxembourg.

*Commissaire aux Comptes*

HRT REVISION, S.à r.l., 32, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 75, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(26050/065/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**NATUMED VERTRIEBS G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3a, rue Guillaume Kroll.

L'an deux mille, le vingt-six avril.

Par-devant Maître Frank Molitor, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

Ont comparu:

1. - PRODOMO S.A. de L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll,  
ici représentée par Heike Muller, employée privée, demeurant à Trèves (Allemagne) suivant procuration ci-jointe.  
2. - FINACQUIS S.A., société de droit suisse, avec siège social à Baar (Suisse), Oberdorfstrasse, 13,  
ici représentée par Heike Muller, employée privée, demeurant à Trèves (Allemagne) suivant procuration ci-jointe.  
Seules associées de NATUMED VERTRIEBS, G.m.b.H., établie et ayant son siège à L-2670 Luxembourg, 21, boulevard de Verdun, constituée suivant acte Jean Seckler de Junglinster en date du 1<sup>er</sup> juillet 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 39 du 3 février 1992, modifiée suivant acte Jean Seckler de Junglinster du 16 mars 1994, publié au dit Mémorial, Numéro 294 du 3 août 1994.

Les comparantes, agissant en leur qualité d'associées, se réunissent en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se considèrent dûment convoquées, et prennent, sur ordre du jour conforme et à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Elles révoquent avec effet immédiat Alfred Rothschild, employé privé, demeurant à Zurich (Suisse), Katharinenweg 6, de son mandat de gérant de la Société.

*Deuxième résolution*

Elles transfèrent le siège social de la Société de L-2670 Luxembourg, 21, boulevard de Verdun à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: H. Muller, F. Molitor.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 mai 2000, vol. 849, fol. 64, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): M. Ries.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 11 mai 2000.

F. Molitor.

(26052/223/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**PNA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.  
R. C. Luxembourg B 72.754.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 10 mai 2000, vol. 536, fol. 54, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2000.

SANNE & CIE, S.à r.l.

Signature

(26047/521/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**PRI-CHALLENGE SWISS SMALL AND MID-CAP FUND.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R. C. Luxembourg B 43.275.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 71, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2000.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD

LUXEMBOURG

Société Anonyme

V. Jean

P. Visconti

Mandataire Commercial Sous-Directeur

(26051/010/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**QUEENSLAND S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.  
R. C. Luxembourg B 48.364.

Le bilan au 30 juin 1999, enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2000, vol. 536, fol. 61, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION

LUXEMBOURG S.A.

Signature

(26061/550/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**PROVAC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 51.276.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 71, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2000.

Le Conseil d'Administration.

(26055/019/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**PROVAC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 51.276.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 71, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2000.

Le Conseil d'Administration.

(26056/019/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**PROVAC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 51.276.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 71, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2000.

Le Conseil d'Administration.

(26057/019/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**PROVAC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 51.276.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire  
qui s'est tenue le 9 mai 2000 à 15.00 heures*

Conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée se prononce pour la poursuite de l'activité de la Société, bien que la perte dépasse la moitié du capital social.

Pour copie conforme  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 71, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26058/019/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY, Société Anonyme.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 61.389.

Following the resignation of Eleanor Evans as a Vice-President of the Company with effect from 7 April 2000, the Board of Directors and Officers are comprised as follows:

*Board of Directors*

- Erich Coenen
- Jay O. Light
- James T. Mauck
- François Moes
- Jeremy J. Plummer
- William D. Sanders
- Jeffrey H. Schwartz
- Thomas G. Wattles.

*Managing Director*

- Jeremy J. Plummer.

*Vice-Presidents*

- Nigel H. Pope
- Andrew N. Walker.

The Company is bound by the sole signature of any Director or a Managing Director or a Vice-President.

On behalf of  
SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY  
by Director  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 73, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26079/250/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**ROLEN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 63.623.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2000, vol. 536, fol. 71, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2000.

Le Conseil d'Administration.

(26068/019/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

---

**CORFI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.  
R. C. Luxembourg B 30.356.

Le bilan au 28 février 1998, enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2000, vol. 536, fol. 7, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2000.

(26213/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2000.

---

**RTL Plus S.A. & Co. KG, Kommanditgesellschaft.**

H. R. Luxemburg B 22.092.

*Auszug aus die Gesellschafterversammlung vom 24. Januar 2000*

Die Gesellschafter der RTL Plus S.A. &amp; Co. KG haben am 24. Januar 2000 einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt:

1. Der Jahresabschluß der RTL Plus S.A. & Co. KG Luxemburg, zum 31. Dezember 1999 für das Geschäftsjahr vom 1. Januar 1999 bis zum 31. Dezember 1999 wird mit einer Bilanzsumme von LUF 340.155.290,- und einem Jahresüberschuß von LUF 96.155.856,- testiert von KPMG AUDIT, Société Civile, festgestellt.
2. Die Gesellschafter entlasten die geschäftsführende Komplementärin RTL Plus S.A. und den Rechnungsprüfer für ihre Tätigkeit in bezug auf das Geschäftsjahr 1999.
3. Der Jahresüberschuß 1999 wird im Verhältnis der Kommandit / Komplementäreinlagen der Gesellschafter in voller Höhe ausgeschüttet (Valuta 31.05.2000).
4. Als Abschlußprüfer für den Jahresabschluß des Geschäftsjahres 2000 wird die KPMG AUDIT, Société Civile, bestellt.

Für gleichlautenden Auszug zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mai 2000, vol. 536, fol. 54, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26073/000/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2000.

**MERCURY SELECTED TRUST, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R. C. Luxemburg B 6.317.

Bearer Shareholders are informed of a number of changes to be made to the Company with effect from 2nd October 2000. These changes include the:

- merger of the SWISS FRANC RESERVE FUND into the EURO RESERVE FUND;
- introduction of two dividend paying share classes to reflect the existing Class A and Class B Shares' pricing structures in the EURO, EURO SHORT-TERM and US DOLLAR GLOBAL BOND FUNDS, the EUROPEAN BOND FUND, the EUROPEAN HIGH YIELD BOND FUND and the EURO and USS TRIPLE A 30 FUNDS. The new Share classes will be known as Class A Distributing Shares and Class B Distributing Shares and will initially be issued at the Net Asset Value per Share of the existing Class A and Class B Shares, respectively, on 2nd October. Existing Class A and Class B Shares in all the Company's Funds will be renamed Class A Non-Distributing Shares and Class B Non-Distributing Shares. Distributing Shares will be issued in registered and global certificate form only;
- the introduction of euro dealing currencies for the EMERGING MARKETS JAPAN, JAPAN OPPORTUNITIES, LATIN AMERICAN and NORTH AMERICAN FUNDS. This change has no effect on the investment policy of the Funds;
- the hedging policies of the Company's Equity Funds will be clarified to reflect that the currency exposure of the Funds will normally be left unhedged;
- the investment policy of the EURO SHORT-TERM GLOBAL BOND FUND will be clarified to reflect that the currency exposure of the Fund will be flexibly managed through hedging policies;
- the price calculation procedures described in the Prospectus will be amended in the case of the EUROPEAN HIGH YIELD BOND FUND. Adjustments to prices (not exceeding 1% of Net Asset Value of the Fund) for dealing and fiscal charges may be made when the net increase or decrease in shares on any dealing day exceeds the threshold set by the Directors;
- the Investment Adviser, MERCURY ASSET MANAGEMENT LTD, intends to sub-delegate the provision of advice and management in the areas of stock and sector selection and strategic asset allocation to MERRILL LYNCH MERCURY ASSET MANAGEMENT (ASIA PACIFIC) LIMITED in Singapore, in the case of the AUSTRALIAN AND NEW ZEELAND FUND.

Copies of the Letter to Registered Shareholders dated 31st August 2000 detailing all the changes and the Instruction Form relating to the SWISS FRANC RESERVE FUND merger are available from the registered office of the Company and from all Paying Agents.

Shareholders of the above-mentioned Funds may elect to redeem or convert their Shares into the same class of Shares of another Fund of the Company (except the SWISS FRANC RESERVE FUND) free of any conversion or redemption charge (including CDSC on Class B Shares redeemed or converted) by 29th September 2000. Shareholders should deliver bearer certificates with their instructions for exchange, conversion or redemption to the Company's Central Paying Agent. Shareholder of the SWISS FRANC RESERVE FUND must complete and return the Instruction Form to the Administrator by 29th September 2000.

A revised Prospectus will be available on request from the registered office of the Company and from all Paying Agents from 2nd October 2000.

Central Paying Agent  
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.,  
69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

31. August 2000.

(03909/962/46)

The Board of Directors.

**YSA HOLDING AG, Aktiengesellschaft.**  
Gesellschaftssitz: L-4930 Bascharage, 10, boulevard J.F. Kennedy.  
H. R. Luxemburg B 4.179.

Die YSA HOLDING AG möchte alle Aktionäre zu einer

**AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

am 19. September 2000 um 16.00 Uhr recht herzlich einladen. Die Generalversammlung findet bei dem Notar Robert Schuman in 54, rue J.F. Kennedy L-4559 Differdange statt.

*Tagesordnung:*

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von Weiswampach nach Bascharage
2. Festlegung des Administrateurs-Délégué für Luxemburg Herrn Alp Cinar
3. Besprechung der Bilanz 1999
4. Bestätigung der Verwaltungsräte
5. Änderung des Artikels 2 der Satzung
6. Festsetzung der Adresse des Gesellschaftssitzes

(03876/000/16)

Der Verwaltungsrat.

**GENERALLUX, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 25.819.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J.F. Kennedy à Luxembourg, le 20 septembre 2000 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 30 juin 2000.
2. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises.
3. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2000.
4. Affectation du bénéfice.
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clos le 30 juin 2000.
6. Nomination des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises.
7. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur, désireux d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, devront effectuer le dépôt et demander le blocage de leurs actions au moins cinq jours francs avant le 20 septembre 2000 aux guichets de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg, de FORTIS BANQUE, Bruxelles, de la BANQUE BELGO-ZAÏROISE (BELGOLAISE), Bruxelles, de la SOCIETE NANCEIENNE VARIN-BERNIER, Nancy, de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG (SUISSE) S.A., Zurich ou de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Francfort.

Pour des raisons d'organisation, nous serions obligés aux propriétaires d'actions nominatives désireux d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, de bien vouloir manifester par écrit (lettre ou procuration) leur intention de prendre part au vote au moins cinq jours francs avant le 20 septembre 2000.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

I (03884/584/30)

Le Conseil d'Administration.